

***l'Anti*capitaliste**

n°433 | 7 juin 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CHASSE AUX MIGRANT-E-S, VIOLENCES POLICIÈRES,
RÉPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL...**



Dossier

**LE MOUVEMENT
DE MAI-JUIN 1968**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Loi ELAN: le profit à tout prix
Page 2

PREMIER PLAN

**Glyphosate: le gouvernement
recule face aux lobbys**
Page 3



ACTU INTERNATIONALE
**Italie: un gouvernement
anti-ouvrier et anti-migrantEs**
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**Entretien avec Annick Coupé
à l'occasion des 20 ans d'Attac**
Page 12



Par JEAN-MARC BOURQUIN

Loi ELAN: le profit à tout prix

La loi ELAN est en cours de discussion à l'Assemblée nationale. Et le moins que l'on puisse dire est que les choses sont claires: pas de fioritures, pas de masques, ou si peu. Les capitalistes de l'immobilier qui sont aux commandes. Leur objectif: se dégager des contraintes qui limitent les profits. Première offensive: contre la loi littoral, qui protège les côtes de l'urbanisation à outrance. Ce qui était non constructible entre deux bâtiments existants deviendrait une «dent creuse». Une carie donc, un truc qu'il faut soigner. C'est sûr, le long d'une côte, un mur homogène de constructions c'est tellement mieux! On en rêve...

Les protestations à ce sujet ont été nombreuses: associations écologistes, éluEs, usagerEs sont montés au créneau, et le gouvernement a dû faire marche arrière. À la marge toutefois, car la loi autorisera bien les constructions «à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement et d'implantation de services publics». Deuxième offensive: contre les normes de construction jugées trop contraignantes, particulièrement celle qui imposait 100% de logements neufs accessibles aux handicapés. Dorénavant seuls 10% le seront, sous prétexte de surcoût inutile. Les autres logements pourront être «évolutifs», «adaptables». Mais qui va décider de l'adaptation d'un logement (portes, couloirs, salle de bains, WC) et qui va payer? Le propriétaire? Le bailleur? Le locataire? Cette mesure renvoie les personnes handicapées au rez-de-chaussée des immeubles, à des logements difficiles à louer, à l'exclusion qui en découle.

Troisième offensive, et pas des moindres: l'objectif fixé aux bailleurs sociaux de vendre chaque année au minimum 40000 logements HLM, contre 7000 aujourd'hui. Il s'agit clairement d'une attaque contre le logement social. Le gouvernement, après avoir tapé dans les caisses des bailleurs, veut les obliger à l'autofinancement. «Vous vendez vos logements, cela reconstitue la trésorerie, et vous pouvez reconstruire»: voilà le raisonnement primaire d'une politique libérale.

Conséquences à prévoir: une fragilisation des bailleurs qui seront contraints de vendre les logements les plus «rentables», une multiplication des copropriétés trop fragiles, la convoitise des marchands de sommeil ou des fonds de pensions, qui jusqu'à présent n'avaient pu mettre un pied dans ce secteur qui s'ouvre au marché.

Bien sûr, la question de la pénurie de logements pour les classes populaires n'est pas réglée. Mais où est le problème? Le ruissellement va s'en occuper...

BIEN DIT

«Je pense que c'est toute la société des personnes handicapées et des personnes vieillissantes qui a perdu contre les promoteurs.»

ARNAUD DE BROCA, secrétaire général de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés (FNATH), à propos de la loi ELAN sur le logement, France Info, 2 juin 2018.

À la Une

VIOLENCES POLICIÈRES, RÉPRESSION DU MOUVEMENT SOCIAL, CHASSE AUX MIGRANT-E-S...

Tous unis contre l'État policier

La politique antisociale de Macron est d'une telle violence qu'il ne peut espérer l'imposer qu'avec un très haut niveau de répression. Le sinistre de l'Intérieur, Collomb, même s'il prétend en «avoir marre», assume avec zèle la fonction du «facho de service». Massive et «adaptée» aux différents milieux, la répression vise à casser les individus et à détruire l'espoir d'un autre avenir.

Répression tous azimuts

Ce pouvoir s'attaque toujours aux migrantEs, dont les faibles droits seront restreints avec la loi «asile et immigration». Chassés, enfermés ou réduits à l'invisibilité totale, ils et elles n'ont aucun recours contre les exactions policières. Les personnes qui osent manifester leur solidarité sont elles aussi réprimées. Le devoir de porter assistance est remplacé par celui de faire respecter les frontières... À Notre-Dame-des-Landes, c'est d'une quasi-guerre civile dont il s'agit avec l'emploi de moyens militaires contre ceux et celles qui ont l'audace de faire fi du droit de propriété et d'opposer des vies alternatives à la barbarie du système: 330 blessés sérieux en deux mois!

Les salariéEs en lutte contre les menaces sur leur emploi, pour la défense de nos biens communs ou pour le droit de se mobiliser, sont réprimés et jetés en pâture à l'opinion publique par des éditorialistes aux ordres. Descendre dans la rue est devenu un droit à risque: plus une seule manifestation ne se déroule sans faire face à la répression policière, avec parfois des dizaines de blessés dont certains gravement. Effet de dissuasion garanti!

«La République aussi coupe des mains»¹

Non seulement le «droit à tirer» des policiers a été aligné sur celui des militaires, mais la France est le seul pays de l'UE à utiliser, dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, des munitions explosives, comme la tolite contenue dans les

grenades GLIF4 qui mutilent et qui ont déjà tué. Collomb le cynique demande aujourd'hui aux organisations d'assumer son sale boulot en chassant les «perturbateurs» des cortèges, sous peine de remise en cause du droit de descendre dans la rue! D'une pierre deux coups: nous diviser et faire peser la menace de la suppression du droit de manifester.

Par un niveau de répression à la hauteur de leur illégitimité, ils tentent de dissuader la protestation et incitent à la complicité passive ou active avec leur système. Sinon, c'est suppression de droits, répression policière et acharnement judiciaire...



CHARMAG

Guerre à la jeunesse des milieux populaires

Ces violences insupportables sont le quotidien des habitantEs des quartiers populaires, en particulier des jeunes, surtout s'ils sont noirs, arabes, musulmans ou supposés l'être. En expliquant que les «mâles blancs», même situés au sommet de l'État, ne peuvent rien pour ces lieux où ils ne vivent pas, Macron annonce pour les quartiers, déjà victimes de multiples discriminations, un désengagement encore plus grand de l'État, donc moins d'investissements et de services publics. Mais encore plus de policiers. Ce qui renforce la relégation, l'enfermement, la pauvreté.

La sélection à l'entrée de l'université vise à faire le tri entre ceux et celles que le système capitaliste juge utiles et les autres. Summum de la reproduction sociale, c'est la perte de tout espoir d'étudier pour des centaines de milliers de jeunes des classes populaires. Les résistances sont vives dans les facs et lycées, la répression féroce, comme au lycée Arago. Coupables de se réunir en AG, les jeunes ont ainsi été enfermés des heures dans un fourgon, puis jetés en garde à vue, avec des violences verbales, dont des menaces sexistes à l'encontre des filles, pour finir pour certains devant un juge. Une opération répressive menée sciemment «hors des clous» de différentes procédures, dont celles de protection des mineurEs: ce n'est pas une bavure, il s'agissait bien de casser les jeunes les plus conscients et de terroriser au-delà.

«Les mauvais jours finiront»!

La limite de la stratégie du président des riches, c'est qu'en frappant tout le monde à la fois, il attise partout de multiples foyers de rébellions nourries d'immenses sentiments d'injustice, de rage et de légitimité. Des lycéenEs aux retraitéEs en passant par les salariéEs du public et du privé, les migrantEs, les familles des victimes des violences policières, les zadistes, les délinquantEs solidaires, les parents d'élèves, les privéEs d'emploi, de logement, de tout... c'est profond et ça bouillonne. Et n'en déplaise au pouvoir et à son mépris de classe, c'est déjà beaucoup plus qu'une marée de faible coefficient.

Roseline Vachetta

¹ - Tag sur la statue de place de la République à Paris.

AGRO-INDUSTRIE

Glyphosate: le gouvernement recule face aux lobbys

Les Monsanto Papers ont mis au grand jour les mensonges et manipulations de la firme sur sa molécule phare, le glyphosate, commercialisée dans le Roundup. Nous savons tous maintenant que, loin d'être inoffensif et biodégradable, cet herbicide représente pour l'environnement et la santé humaine. Malgré les manœuvres de Monsanto, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a classé le glyphosate dans les «cancérogènes probables».

La mobilisation citoyenne européenne pour interdire le glyphosate n'a pas empêché l'exécutif européen de renouveler sa licence, grâce à un ministre allemand sans doute sensible à la récente fusion entre Monsanto et le champion allemand Bayer.

Pour Macron, l'occasion était trop belle pour mettre en avant sa «fibre écologique»; le 27 novembre 2017, dans un tweet présidentiel avec le hashtag #MakeOurPlanetGreat-Again, il annonce que la France va interdire le glyphosate dès que des alternatives seront trouvées, et au

plus tard dans les trois ans. La notion d'alternative laisse paniquer. De nombreux agriculteurs conventionnels n'utilisent pas le glyphosate, sans parler évidemment des bio. Il est donc possible de s'en passer. Forcément, cela peut impliquer des changements

de techniques, mais c'est possible dès aujourd'hui.

En dépit du principe de précaution

Le 25 février, Hulot rétro-pédalait: «Je ne suis pas buté et personne ne doit être enfermé dans une impasse: si dans un secteur particulier ou une zone géographique, certains agriculteurs ne sont pas prêts en trois ans, on envisagera des exceptions.» De quoi rassurer la chimie et la FNSEA! Mais certains croyaient encore que l'interdiction du glyphosate serait inscrite dans la loi Egalim¹. C'était sans compter avec le ministre de l'Agriculture Stéphane Travers et le poids des lobbys. C'est la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale (et non pas celle du Développement durable) qui avait la main sur l'ensemble du texte, et ce sont bien les intérêts



L'extrême gauche avant mai

Malgré leur faiblesse globale et leurs divisions, les courants révolutionnaires avaient réussi à jouer un rôle non négligeable à certains moments cruciaux : dans la grève de Renault en 1947 et dans la solidarité avec la lutte du peuple algérien. Ils avaient par la suite dénoncé le ralliement du PCF dès le 1^{er} tour des présidentielles de 1965 à l'opération politicienne de Mitterrand, et avaient fortement contribué à la solidarité militante avec la lutte des Vietnamiens contre l'impérialisme US. Ils maintenaient trois idées-forces face aux compromissions des grands partis de gauche : l'idée d'un socialisme autre que celui qui prétendait exister en URSS et chez ses satellites, l'internationalisme, la nécessité d'une révolution pour en finir avec le capitalisme. Ils n'étaient

pas isolés des grands débats et évolutions qui traversaient, dans les années 1960, les milieux intellectuels, les étudiantEs et des composantes du mouvement ouvrier.

Néanmoins, toutes les fractures de l'histoire du mouvement ouvrier se reflétaient dans ces organisations, que l'on peut sommairement classer en trois courants (si on se limite aux groupes existant nationalement et préoccupés d'une intervention militante suivie, ce qui laisse de côté des groupes idéologiques comme les situationnistes).

Tout d'abord, les anarchistes. Ils défendent la grève générale insurrectionnelle et l'autogestion et, par ailleurs, sont les premiers à mettre en avant le thème de la libération sexuelle. Ils sont divisés par des problèmes d'organisation (quel degré de centralisation faut-il accepter ?) et par le rapport au marxisme. Les groupes les plus significatifs sont la Fédération anarchiste, l'Organisation révolutionnaire anarchiste et

les anarchistes-communistes (Gabriel Cohn-Bendit est alors lié à ce courant). Il existe trois principaux courants trotskistes. Voix ouvrière est centrée sur l'implantation dans les entreprises et est très réservée tant vis-à-vis des mouvements concernant la « petite-bourgeoisie » (donc du mouvement étudiant à ses débuts) que des luttes de libération nationale. La FER (Fédération des étudiants révolutionnaires) est l'émanation de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) « lambertiste » (du nom de son principal dirigeant), présente dans quelques entreprises et administrations. Elle se caractérise par son sectarisme et sa brutalité vis-à-vis des autres courants. La JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) est née en 1966 : ses premiers militantEs ont été expulsés de l'Union des étudiants communistes, mais ses principaux dirigeants étaient déjà en relation avec le Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e internationale. Quasi exclusivement présente

dans la jeunesse scolarisée, tout en se réclamant de l'héritage trotskiste, elle est ouverte aux autres expériences révolutionnaires, notamment Cuba. Elle a joué un rôle dans la construction de la solidarité étudiantEs-ouvrierEs dans les grèves de Caen début 1968. Les courants maoïstes, qui se proclament marxistes-léninistes, sont issus de la rupture entre la Chine et l'URSS. Le PCMLF est farouchement stalinien, et a gagné de vieux militants du PCF. L'UJCML a une base surtout étudiante ; elle anime les comités Vietnam de base (distincts du comité Vietnam national). Elle a fait un brusque tournant vers les quartiers populaires et les usines (où certains de ses militantEs se font embaucher) et se méfie des « petits-bourgeois » et donc du mouvement étudiant à ses débuts.

Certaines organisations (notamment la JCR) vont donc se retrouver d'emblée dans le mouvement de mai, car elles étaient « tendues » vers un tel événement, qui n'en a pas moins été surprenant dans sa date de déclenchement, ses formes et l'ampleur de son impact.

Henri Wilno

PARCOURSUP La sélection touche avant tout les candidatEs des lycées populaires

Tous les syndicats du secondaire et de l'enseignement supérieur, ainsi que les organisations de jeunesse, avaient prévenu que la sélection à l'entrée de l'université introduite par la loi ORE et Parcoursup toucherait avant tout les lycéenEs des quartiers populaires. Deux semaines après les premiers résultats de Parcoursup, si le nombre de lycéenEs en attente est descendu à 185 000, le système montre de plus en plus son côté inégalitaire.

Il faut déjà se départir de l'idée que les 580 000 lycéenEs qui ont eu au moins une réponse positive sont heureux de leur sort : pour beaucoup, les universités qui les ont acceptés étaient des roues de secours, au cas où leur choix de cœur était refusé. Beaucoup de ces lycéenEs sont encore sur les listes d'attentes de vœux qu'ils avaient formulés et qu'ils espèrent toujours avoir.

Injustice, attente, stress

De fait, rien n'est réglé, d'autant plus que 20 000 lycéenEs n'ont eu que des réponses négatives. Lundi 4 juin, sur LCI, la ministre Frédérique Vidal assurait qu'il s'agissait de lycéens qui avaient demandé « seulement des filières sélectives ».

Un mensonge éhonté, comme l'ont prouvé les captures d'écrans réalisées par des dizaines de lycéenEs, refusés partout dans des licences pourtant « non sélectives ». Une situation d'autant plus stressante qu'à quelques semaines du bac, beaucoup sont stressés de ne rien avoir la veille de l'examen et de le passer en vain. Une lycéenne témoignait même auprès de La ZEP que « l'attente » est devenue une insulte dans son lycée...

Si le ministère se lance des fleurs en expliquant que la réforme est plus concluante qu'espéré, on ne peut que se demander quel est leur avis sur les lycéenEs des classes populaires qui sont les plus durement touchés par les listes d'attentes. En Seine-Saint-Denis, le nombre de lycéenEs qui sont toujours en attente et qui n'ont

aucun espoir d'obtenir une formation sont très nombreux, même si les rectorats refusent de donner des statistiques académie par académie. Mais force est de constater que de nombreuses universités ont utilisé le lycée d'origine pour pondérer le dossier scolaire. Un lycéen de 17 ans témoignait ainsi au Monde que, malgré ses notes de 18/20 et 20/20 au bac anticipé de français, ainsi qu'une moyenne de 18/20, son rêve d'aller à Henri-IV s'est envolé avec Parcoursup. En cause, son lycée d'origine, à Montgeron, dans l'Essonne : le lycée Henri-IV lui avait même dit de ne pas candidater !

Sélection sociale renforcée

Quoi qu'en dise la ministre, la loi ORE est en train de renforcer la

sélection sociale à l'université. D'une université qui reproduisait les inégalités sociales, on passe à une université qui exclut de son sein les classes populaires. Si, pour quelques-uns, Parcoursup devait être un modèle de « méritocratie », donnant aux plus méritants les meilleures places dans l'enseignement supérieur, la douche est froide. Car on le voit, aucune « méritocratie » n'est possible dans un système où ce sont les enfants d'ouvrierEs et d'employéEs qui sont exclus de l'université, quand les enfants des quartiers bourgeois du centre de Paris ne sont nullement stressés par leur orientation, leur lycée étant de fait un passeport pour la fac.

Georges Waters

économiques de certains qui ont prévalu sur la santé et la qualité de l'alimentation. Travers s'est assis sans vergogne sur le principe de précaution en arguant que le CIRC disait que le glyphosate était seulement « probablement » cancérigène. Pourtant, la définition de la liste 2A du CIRC laisse peu de place au doute, mentionnant des « indices concordants de sa cancérogénicité pour l'homme et des preuves suffisantes de cancérogénicité expérimentale chez les animaux de laboratoire ».

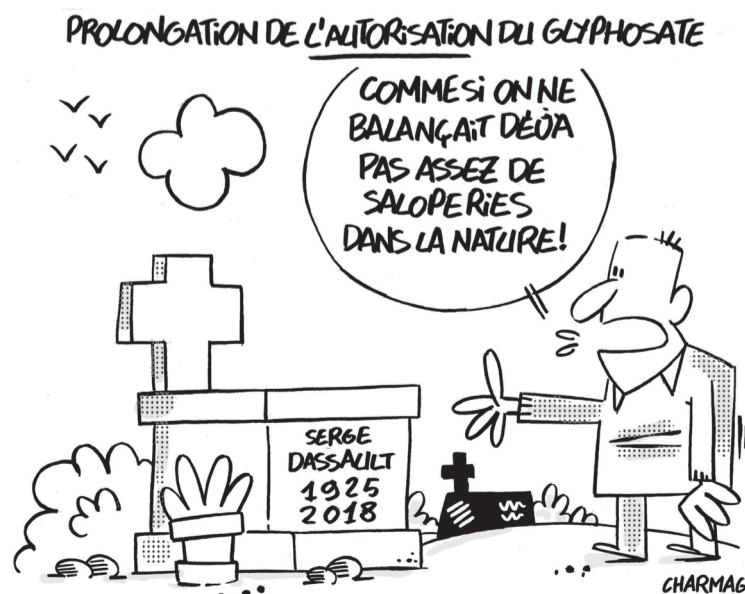
Victoire de l'agro-industrie

Face à la bronca, Macron vient d'annoncer qu'il « n'excluait pas de passer par la loi [...] si le monde agricole n'était pas au rendez-vous d'ici trois ans ». Une chose est donc sûre, le glyphosate sera toujours pulvérisé dans nos champs, nos vergers et nos vignes en 2021 !

C'est une victoire sans partage de l'agro-industrie et de la chimie, du modèle dominant, des élevages industriels, de la malbouffe institutionnalisée, d'un système qui tue et rend malade tout en détruisant notre environnement. Dans ce système, la santé des enfants, le bien-être des travailleuses et travailleurs du monde agricole, le bien-être animal, la lutte contre le réchauffement climatique et le maintien de la biodiversité sont subordonnés aux intérêts économiques de l'industrie chimique, de l'agro-industrie, de la grande distribution et des groupes de médias dominants.

Commission nationale écologie

1 - Le projet de loi Egalim « pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable » a été élaboré à la suite des États généraux de l'alimentation (EGA).



Le chiffre

1 900

C'est le nombre de salariéEs de Carrefour, travaillant dans les ex-magasins Dia, dont l'emploi va être supprimé, selon les annonces du comité central d'entreprise le 4 juin, au nom du manque de « rentabilité ». Rappelons qu'au début de l'année, l'entreprise avait annoncé que ses actionnaires toucheraient, en 2018, 356 millions d'euros de dividendes. Le cynisme à l'état pur.



Agenda

Jeudi 14 juin, manifestation des retraitéEs, Paris. À 14h 30, place de l'Opéra en direction de République. À l'appel de CGT, FO, CFTC, FSAU, Solidaires, FGR-FP, LSR, ES-UNRPA.

Vendredi 15 juin, rassemblement « Relaxe des inculpés du lycée Arago! », Paris 17^e. RDV à 12h, devant le TGI, Cité judiciaire de Paris, 29-45, avenue de la Porte-de-Clichy, métro L13 et RER C Porte de Clichy.

Samedi 16 juin, journée contre la poubelle nucléaire à Bure, Bar-le-Duc. Des départs en bus sont organisés depuis une trentaine de villes partout en France. Programme et informations : <http://16juin2018.info>

Samedi 16 juin, marche pour Lamine Dieng, Paris 20^e. À 11h, projection de *Dire à Lamine* à Nogozon, 6, rue Julien-Lacroix. À 14h, départ de la marche du 58, rue des Amandiers (métro Père-Lachaise). À 18h, village militant/concerts, place Carmen

Dimanche 17 juin, marche solidaire pour les migrantEs, Paris 13^e. RDV à 15h gare d'Austerlitz pour accueillir les marcheurs, puis manifestation en direction de République.

NO COMMENT

« Je ne me considère pas comme conservatrice. »

MARINE LE PEN, LCI, 3 juin 2018.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SANTÉ

Plan EHPAD: très loin du compte!

Le 30 mai, la ministre de la Santé et des solidarités Agnès Buzyn a rendu public son programme pour la prise en charge de la « dépendance » au domicile et dans les EHPAD.

Suite aux luttes très nombreuses depuis 2017 dans les EHPAD, dont la plus connue est celle des « Opalines » à Fouchéran, puis aux grandes journées de grève et de manifestations de professionnelles, d'usagers, et de retraités du 30 janvier et du 15 mars 2018, le gouvernement ne pouvait rester silencieux.

Des réponses sans rapport avec les besoins

Mais au-delà de discours qui ne coûtent pas cher, les réponses d'Agnès Buzyn sont sans rapport avec les besoins et les revendications formulées, dont la principale est le ratio d'un agent pour un résident. Elle annonce 360 millions d'euros supplémentaires de 2019 à 2021, pour augmenter les effectifs de personnel. Ce montant ne permettrait au mieux que l'embauche d'un seul soignant par EHPAD. Il ne compensera même pas la suppression des milliers d'emplois en contrats aidés. Des emplois qui auraient dû être transformés en emplois statutaires dans le public et en CDI dans le privé. On est donc très loin du compte et, à ce rythme, les mauvaises conditions d'accueil des résidents et les mauvaises conditions de travail des personnels vont perdurer.



USD CGT 87

Concernant la nouvelle tarification des EHPAD, qui défavorise fortement les établissements publics (perte de 200 millions selon les directeurs), la ministre indique qu'elles seront compensées en 2018 et 2019. Mais au-delà ? Entre public et privé, Agnès Buzyn ne laisse en réalité planer aucun doute quant aux choix d'un ministère qui parle sans pudeur de « soutenir le développement de la filière Silver économie »...

La faute aux salariés?

Une autre mesure phare est la mise en place d'une infirmière d'astreinte la nuit pour plusieurs établissements pour éviter le recours aux urgences en cas de dégradation de l'état de santé de la personne âgée. Cette mesure est un leurre car l'infirmière devra gérer les urgences sur plusieurs établissements en même temps et ne sera pas en permanence dans l'établissement. Il faudrait déjà que le personnel de nuit soit en nombre suffisant et formé, ce qui n'est pas le cas partout. Il est question aussi de l'amélioration des conditions de travail des salariés par des réunions de travail, mais sans personnel supplémentaire cela n'est pas possible...

Dans un intitulé, il est indiqué l'importance de promouvoir la bientraitance, mais comment être bien traitant quand le gouvernement de donne pas les moyens humains et financiers nécessaires pour fonctionner ? Cela n'a pour but que de culpabiliser encore un peu plus les salariés qui ne peuvent pas faire leur boulot correctement. Des moyens seront mis en place par l'État pour aider à la rénovation des bâtiments les plus anciens à partir de 2019. Là encore, cette mesure n'est que de la poudre aux yeux, alors que les établissements n'ont pas les budgets leur permettant d'investir. Ce plan n'est même pas un plan d'urgence, répondant aux besoins immédiats : il ne fait que prouver la nécessité d'amplifier et de coordonner la mobilisation dans les EHPAD et tous les établissements de santé.

Sandrine Clavières

START-UP Échange droit du travail contre baby-foot et fruits frais

Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État au Numérique, a profité du récent salon Viva Technology pour effectuer une série d'annonces « pour les start-up ». Encore une fois, le gouvernement montre une volonté de tout faire pour aider... les patrons et les actionnaires.

Le refrain est relativement connu. Les start-up françaises sont trop faibles. Elles auraient de riches idées mais, embourbées dans les méandres de l'administration, elles ne pourraient pas s'en sortir administrativement. Elles pourraient rivaliser avec les multinationales du numérique, si seulement elles n'étaient pas écrasées par la pression fiscale. Après six mois d'un « Start-up tour » lancé par Édouard Philippe en novembre 2017, le secrétaire d'État au Numérique fait le bilan (tranquillement) et annonce « 100 mesures pour simplifier la vie des startups »¹. Voilà qui ferait un bon titre d'article attrape-clics, mais il faut regarder les mesures dans le détail et prendre quelques exemples pour comprendre ce dont il s'agit.

Droit à déroger à un règlement ou à une loi

C'est une des mesures qui a fait le plus parler d'elle. Le gouvernement renforce et assouplit un dispositif créé en 2016 permettant à des entreprises de déroger à des lois ou règlements pour déployer un « business model », parce que « simplifier la vie des startups, c'est [...] promouvoir, partout et tout le temps, l'audace et l'expérimentation. » Offrir une protection sociale à vos employés nuit à votre



DR

business model de livraison de repas ? Libre à vous de demander une dérogation.

Assouplissement des seuils sociaux

Le gouvernement compte modifier les seuils sociaux dans la loi Pacte à venir : les seuils de onze, vingt et cinquante salariés seront considérés comme effectivement franchis quand ils auront été atteints ou dépassés durant cinq années consécutives. Les autorités s'assurent ainsi que la plupart des start-up ne passeront jamais

les seuils avant leur revente (ou leur faillite), et que les autres auront bien le temps de trouver des mécanismes d'évitement... D'après Mounir Mahjoubi, « il faut permettre de geler ces effets de seuil et accompagner les entreprises dans la croissance ». Comprendre : pendant cinq ans, moins de cotisations sociales pour ces entreprises, mais également une absence de représentation du personnel. Cette proposition ne fait que légaliser de fait « l'oubli » par nombre de start-up de procéder à l'élection de représentants du personnel.

2 JUIN À l'appel des sans-papiers, le mouvement social n'était pas là

Le samedi 2 juin, nous étions des milliers à manifester, derrière les collectifs de sans-papiers et migrantEs. Comme le 17 mars et le 7 avril.

Le lendemain, comme une illustration dramatique des raisons que nous avons de manifester, plus de 100 mortEs se sont ajoutés à la liste de l'hécatombe en Méditerranée.

Le lundi, comme en écho à l'interdiction d'une partie de la manifestation, les campements de Jaurès et porte de la Chapelle ont été évacués : il s'agit d'humilier, de trier, d'expulser et d'invisibiliser ces migrantEs, à qui il ne faut pas reconnaître le même statut que le nôtre. La base même du racisme.

Une leçon de courage

Face à cela, quel est notre argument ? Bien sûr, il faut dénoncer l'étendue du drame humain au-delà des chiffres indécents. Démontrer, hélas, mille fois hélas – il n'existe pas de mots à la hauteur du crime – que la logique du pouvoir ne fera qu'accroître le drame.

Il faut bien sûr démontrer que cette logique légitime une dérive générale, qui concerne toute la société. Et l'interdiction de la manifestation



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

de samedi n'est qu'un témoin de l'évolution policière et autoritaire du pouvoir.

Mais nous ne sommes pas des commentateurs. Nous voulons trouver les moyens de la contrer, d'y mettre fin. Alors la première leçon, c'est qu'on ne changera rien à cette logique du pouvoir en s'y soumettant, en s'y adaptant, en l'amendant à la marge. Il n'y aura pas de demi-mesure, d'accommodement avec le pouvoir.

C'est de ce point de vue qu'il faut analyser la manifestation de samedi. La jonction avec la manifestation antifasciste a eu lieu, qui n'a pas été une simple addition mais une fusion. Pour ceux et celles qui pensent que ça n'a pas d'importance, regardez

l'Italie. Le dirigeant de la Liga est devenu ministre de l'Intérieur. Sa première sortie publique a été pour dire « le bon temps des clandestins est fini, préparez-vous à faire vos valises ». Des centaines de sans-papiers et migrantEs ont manifesté en tête. Malgré l'interdiction annoncée. Malgré la circulation non coupée à République. Malgré les cars de CRS et un camion à eau passant devant eux comme une menace. Malgré la peur, légitime, ils et elles sont allés jusqu'aux grilles policières à Bastille, comme un défi. Pour dire que ces frontières, ces entraves il faudra les franchir, les renverser. Une leçon pour toutes ces composantes du mouvement, qui bien qu'elles risquent moins, n'ont pas ce courage.

Derrière le vernis patronal

On vante souvent les start-up comme un univers idyllique qui attire les jeunes, avec des horaires de travail libres, peu de hiérarchie, une ambiance de travail détendue et amicale, des fruits frais en libre service, un baby-foot et une salle de sieste à disposition. Tout est fait pour que les salariéEs se sentent comme à la maison. Un vrai petit paradis. Mieux vaut pourtant ne pas trop regarder sous le capot². Les horaires libres cachent une réelle pression, et travailler plus de 45 heures par semaine est très courant. Il n'est pas rare d'avoir à travailler week-ends et jour fériés pour « rusher » un projet. L'absence de hiérarchie laisse place à un management brutal.

Les petits avantages accordés aux employéEs de start-up ne sont souvent là que pour faire joli sur les offres d'emploi, là où patrons et fondateurs de start-up rivalisent d'ingéniosité pour contourner le code du travail. Le petit paradis se révèle être un enfer pour les employéEs, simplement compensé par une corbeille de fruits et des jeux pas toujours intéressants. Le patronat – et le gouvernement à son service – s'appliquent une nouvelle fois à assouplir des réglementations là où, au contraire, renforcer les contrôles ne ferait vraiment pas de mal.

Adrien Horn

1 – Liste complète consultable sur <https://www.numerique.gouv.fr/actions-startups-2018>

2 – Sur le sujet, on pourra lire Mathilde Ramadier, *Bienvenue dans le nouveau monde. Comment j'ai survécu à la coolitude des start-ups*, éditions Premier parallèle, 2017.

Il n'y a pas d'autre voie

La manifestation était dominée par la jeunesse. Et il y a eu un cortège de cheminotEs de la gare de l'Est, délégation décidée en AG, ainsi que des grévistes des catacombes, une délégation du syndicat de la PJJ, des syndicalistes de Solidaires. Qui démontrent que cette jonction là aussi est possible.

Allons plus loin pour en tirer les bonnes conclusions. Chacun de ces exemples est le produit de l'intervention d'activistes implantés dans ces milieux, qui ont mené la bataille pour convaincre.

Mais, samedi, au-delà de ces quelques exemples, la jonction avec le mouvement social n'a toujours pas eu lieu. Il n'y a pas eu de saut quantitatif. Et il faut le dire clairement : dans ces circonstances la loi asile-immigration a toutes les chances de passer au Sénat dans les semaines qui viennent. Et donc de devenir effective.

Et il faut le dire : la gangrène est déjà dans nos rangs, dans notre classe et même dans le mouvement social. Nous avons défendu le principe d'un appel au mouvement social et à ses organisations. Parce que les sans-papiers ne gagneront pas seuls. Mais aussi parce que le mouvement social ne gagnera pas sans éliminer ce qui le gangrène de l'intérieur.

Nous n'avons pas encore réussi. La manifestation de samedi a seulement montré qu'il n'y a pas de fatalité, que ce serait possible. Alors continuons. Parce qu'il n'y a pas d'autre voie.

Denis Godard

ÉTAT ESPAGNOL Après Rajoy, un nouveau gouvernement, des défis anciens

La victoire de la motion de censure présentée par Pedro Sánchez le 1^{er} juin et l'éviction de Mariano Rajoy sont de bonnes nouvelles, qui ont été reçues comme telles par la majorité de la société espagnole. S'ouvre une nouvelle phase politique, pleine d'inconnues, et sans grandes illusions au sujet du gouvernement qui va se former dans les jours à venir. Mais, au moins, la période d'attaques brutales contre les droits et les libertés fondamentales pourrait commencer à se clore. Une contribution de Jaime Pastor.

Le 24 mai, la décision de la Cour nationale relative au scandale de corruption connu sous le nom de Gürtel était finalement rendue. Une sentence dévastatrice, qui ne laissait planer aucun doute quant aux agissements criminels du Parti populaire et à la responsabilité personnelle de Mariano Rajoy en tant que président du parti. Dès lors, la décision de Pedro Sánchez de présenter une motion de censure est apparue comme une initiative qui avait peu de chance de succès mais qui était le minimum pour répondre à la demande démocratique exigeant de se débarrasser d'un gouvernement dirigé par le parti le plus corrompu d'Europe. Et finalement, dans un climat d'incertitude quant à la démission, ou non, de Rajoy, le PNV (Parti nationaliste basque) a fait pencher la balance du bon côté en votant en faveur de la motion, en échange d'un respect des budgets austéritaires déjà votés et de la non-convocation d'élections anticipées.

Un programme modeste

L'ébauche de programme présentée par Pedro Sánchez se concentre jusqu'à présent sur des mesures modestes mais urgentes, contre lesquelles le gouvernement du PP avait mis son veto, comme celles concernant la loi bâillon [la ley Mordaza] (restrictions sur la liberté d'expression et de manifestation), la santé universelle ou la garantie de



l'indépendance de la RTVE [radio-télévision espagnole], ainsi que les questions d'environnement ou d'égalité salariale entre hommes et femmes. Toutefois, les annonces de «sauvetage social» ne semblent guère compatibles avec l'engagement à se conformer aux budgets austéritaires, sous la pression d'une Union européenne qui exige une réduction du déficit avec 9 milliards de coupes supplémentaires. En ce qui concerne les dispositions de Sánchez à dialoguer avec les indépendantistes catalans, on peut supposer que des mesures symboliques seront prises (comme, à moyen terme, le rapprochement des personnes incarcérées), qui permettraient une certaine baisse des tensions, mais on peut difficilement

envisager une déjudiciarisation du conflit et la fin de l'ingérence économique du gouvernement central dans les dépenses de la Generalitat. S'ajoute à cela le fait que ce gouvernement sera sous la pression des lobbys patronaux et subira l'hostilité du PP, de Ciudadanos et des grands médias, y compris en cas de gestes d'apaisement vis-à-vis de l'indépendantisme catalan. On assistera donc rapidement avec une offensive à laquelle le nouveau gouvernement pourra difficilement résister.

Construire un bloc alternatif

C'est pourquoi nous ne pensons pas que, pour faire face à ce bloc réactionnaire, la meilleure solution soit de proposer notre participation à ce gouvernement, comme l'a déjà

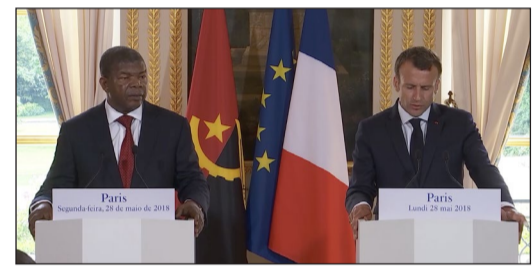
fait hâtivement Pablo Iglesias. Au contraire : à Anticapitalistas, nous soutenons qu'Unidos Podemos devrait s'affirmer comme la force politique qui, au Parlement et en lien avec les mouvements sociaux, est disposée, dans la mesure du possible, à des accords avec le PSOE, mais sans rejoindre son gouvernement. Sa tâche devrait toutefois être surtout de travailler à construire un front alternatif déterminé, capable non seulement de répondre aux attaques de la droite mais également de pousser Pedro Sanchez à aller au-delà de mesures modérées de relance, sociales-libérales.

Telle serait la tactique la plus adéquate, car nous ne sommes pas seulement confrontés à la nécessité d'en finir avec l'ère du PP corrompu, ni face à une simple crise de représentation politique. Nous sommes confrontés à une triple crise, institutionnelle, socio-économique et nationale-territoriale qui, malgré le reflux de ces derniers temps et le blocage de la situation en Catalogne, maintient ouverte la crise de régime, duquel le PSOE a été un pilier fondamental. C'est pourquoi nous ne pouvons nous limiter à chercher un nouveau consensus (en idéalisant de nouveau celui de la Transition), mais nous situer dans la perspective d'une régénération du régime, en maintenant l'horizon de la rupture constitutionnelle, qui était à l'origine de la fondation de Podemos. **Jaime Pastor (éditeur de Viento Sur et militant d'Anticapitalistas), traduction JS**

ANGOLA Armes et pétrole au menu de la visite

La visite du président Lourenço, fin mai à Paris, a permis la signature de juteux contrats pour Total mais aussi d'accords militaires, qui ouvrent des perspectives commerciales pour les vendeurs d'armes tricolores.

La rencontre de João Lourenço avec Macron s'inscrit dans la continuité d'une volonté politique : celle de tourner la page de l'Angolagate qui a miné les relations entre les deux pays pendant une décennie. L'Angola connaissait alors un boom économique grâce au pétrole, et était classé comme le deuxième producteur d'or noir de l'Afrique subsaharienne. Mais la chute des cours du baril a précipité le pays dans une crise économique profonde.



Nouveau pouvoir

Depuis son indépendance, le pays est dirigé par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), qui a remporté toutes les élections, ne laissant aucun espace politique à son principal concurrent, l'UNITA.

Un MPLA divisé, qui a permis à Lourenço d'être désigné candidat à la présidentielle contre l'avis de l'ancien président Dos Santos qui espérait transmettre les rênes à son fils.

Dans sa lutte pour le pouvoir, Lourenço s'est servi de la frustration du MPLA, qui n'a pas apprécié le népotisme de Dos Santos, lequel a nommé son fils à la tête du fonds souverain du pays, et sa fille à la direction de la société pétrolière nationale, la Sonangol. Lors de l'élection présidentielle, Lourenço a surfé habilement sur le ras-le-bol des 38 ans de pouvoir de Dos Santos, en promettant un pays plus démocratique, une lutte contre la corruption et l'amélioration de la situation sociale par la diversification des activités économiques et l'ouverture aux investisseurs étrangers.

Mais les inculpations contre le fils et la fille Dos Santos et le limogeage d'une partie de l'élite sont plus un règlement de compte entre les deux fractions de la caste dirigeante du pays qu'une authentique lutte contre la corruption.

Quant à l'approfondissement de la démocratie, un manifestant de la ville de Cazenga grièvement blessé par la police peut témoigner des limites de cette politique, tout comme d'ailleurs le journaliste Rafael Marques qui est l'objet de harcèlement judiciaire pour dénonciation de la corruption dans son pays.

Business et armement

La venue en France du nouvel homme fort de l'Angola a renforcé la position de Total, qui obtient des nouveaux blocs pour l'exploitation du pétrole offshore avec des avantages fiscaux particulièrement intéressants. À cela s'ajoute la signature d'un accord de défense prévoyant la fourniture d'armes. L'objectif est double : la protection des côtes maritimes, qui peut s'étendre à la lutte contre la piraterie qui sévit dans le golfe de Guinée, et la possibilité que l'Angola renforce les opérations de la Minusca (ONU) en Centrafrique. Enfin la question de la RDC a été évoquée, Paris souhaite que l'Angola, qui a toujours soutenu le régime de Kabila, fasse pression pour que les élections dans ce pays puissent réellement avoir lieu en décembre 2018. L'Angola commence en effet à être inquiet de la situation de son voisin avec l'afflux de plus en plus important de réfugiés qui fuient les violences politiques.

Malgré la crise, l'Angola reste un pays avec un potentiel économique fort. Le programme de visite de Lourenço prévoyait une rencontre avec 80 chefs d'entreprise au Medef, visiblement peu gênés de faire des affaires avec une élite gangrenée par la corruption qui s'est contentée de gérer la rente pétrolière pour son unique profit.

Paul Martial

ITALIE Un gouvernement anti-ouvrier et anti-migrantEs

Il s'agit d'un gouvernement de droite, anti-ouvrier et anti-migrantEs, dirigé par le terme Giuseppe Conte, dont les vice-présidents sont Luigi Di Maio (M5S) et Matteo Salvini (Lega), le premier étant ministre du Travail et des Activités productives et le second ministre de l'Intérieur. Le M5S, qui a toujours déclaré qu'il était «ni de droite ni de gauche» n'a eu aucun problème à s'allier avec la Lega, réactionnaire et xénophobe, qui est l'élément moteur du gouvernement, et son chef, Salvini, le véritable homme fort. Il a déjà multiplié les déclarations contre les migrantEs et les organisations humanitaires qui leur portent secours.

Confiance conditionnelle de la grande bourgeoisie

C'est un gouvernement qui affirme vouloir défendre les «intérêts du peuple italien» en Europe, encore plus rétrograde et autoritaire que les précédents sur le plan social et démocratique, et tout aussi impérialiste concernant la politique internationale. Les ministres M5S sont faibles et inexpérimentés face à ceux de la Lega, familière de la gestion du pouvoir local et national car elle a longtemps été au gouvernement avec Berlusconi, et face aux indépendants qui appartiennent à l'establishment conservateur.

Après plusieurs coups de théâtre, le gouvernement Lega/M5S est né le 1^{er} juin, grâce au rôle décisif joué par le président de la République Mattarella dans sa formation et sa composition.



Ce gouvernement bénéficie de la confiance conditionnelle de la grande bourgeoisie qui, par l'intermédiaire du président de la République, a posé des conditions précises sur les politiques économiques et sur l'appartenance de l'Italie à l'UE. Le patronat italien n'est pas préoccupé par la possibilité que ce gouvernement prenne effectivement des mesures en rupture partielle avec l'austérité, mais par les tensions dues au fait qu'il doit répondre à des attentes sociales diverses dans un cadre économique national difficile, et par les positions eurosceptiques de beaucoup de ses membres. Le ministre de l'Économie, Tria, devra,

d'un côté, trouver les marges de manœuvre pour un accroissement du déficit, le gel des augmentations de l'IVA [TVA] et l'introduction de la flat tax et, de l'autre, mettre en œuvre les «réformes» souhaitées par le patronat : investissements dans les infrastructures, Code civil et administration publique, mais aussi mesures contre le monde du travail en soutien aux restructurations industrielles.

Une grande confusion politique

Dans un cadre de grande confusion politique, avec des secteurs populaires qui espèrent que le gouvernement «du changement» répondra à

leurs attentes, il ne sera pas facile, pour les forces de la gauche lutte de classes, de construire immédiatement une résistance sociale et une opposition politique efficace, mais c'est ce qu'elles doivent essayer de faire, en ne laissant l'opposition au gouvernement ni au Parti démocrate ni aux autres forces libérales liées à la grande bourgeoisie. Il s'agit de se battre sur deux fronts : contre les forces du grand capital et les politiques de l'UE, et contre les forces réactionnaires xénophobes de la petite et moyenne bourgeoisie et leurs propensions nationalistes. Il faudra le faire à partir des conflits sur les lieux de travail, dans les quartiers, les écoles, en construisant un vaste front de résistance sociale qui unisse associations, mouvements politiques, syndicalisme d'opposition, qui parte des revendications concernant les besoins non pris en compte (salaire, revenu, emploi, logement, services publics, permis de séjour et droits civils pour toutes), et qui soit capable d'articuler l'antiracisme et la lutte contre toutes les oppressions dans une vision commune, solidaire et anticapitaliste. La manifestation nationale du 16 juin à Rome sera un premier rendez-vous. **À Rome, Franco Turigliatto, traduction Bernard Chamayou**

« UN MOMENT DE POLITISATION MULTIFORME »

Josette Trat, 20 ans,
étudiante à Paris,
membre de la JCR.

La volonté de m'engager politiquement est d'abord liée à l'histoire de ma famille. Je suis née juste au lendemain de la guerre, en 1948. Mon père était juif, il a été déporté dans les îles Anglo-normandes; sa mère a été déportée à Auschwitz. Ma mère n'était pas juive, mais mes parents ont eu leur vie complètement gâchée par la guerre, par le racisme et l'antisémitisme. Et même si on n'en discutait pas de manière permanente, c'était un arrière-fond qui a cultivé ma sensibilité, ce qui a fait qu'il était absolument hors de question que je vive la même chose, que ma génération vive la même chose. Donc la lutte contre le racisme et contre la guerre étaient des choses très ancrées en moi.

« J'étais très motivée pour intervenir sur la question du Vietnam »

Quand je suis rentrée en 1966 à l'université, où je m'étais inscrite en sociologie, je me suis syndiquée à l'Unef, mais je me suis rendu compte très vite qu'il y avait beaucoup de batailles de fraction, de pouvoir, etc., avec en plus des types pour lesquels je n'avais aucune sympathie, les jeunes militants lambertistes de l'époque... Mais en revanche il y a un terrain qui m'a beaucoup mobilisée, 24 heures sur 24 pendant plusieurs années : la lutte contre la guerre du Vietnam. Et c'est là où je vais rencontrer, entre autres, beaucoup de militants de la JCR de l'époque, qui portaient en particulier l'animation du Collectif Vietnam national. La réflexion sur l'impérialisme était aussi une occasion de réfléchir sur ce qui se passait en Amérique latine, avec un impérialisme américain qui avait déjà une longue histoire... Et comme on était en 1967, c'était aussi l'occasion de réfléchir sur les 50 ans de la révolution russe. Et c'est aussi l'époque où on discute de ce qui se passe en Palestine, du conflit israélo-palestinien, qui m'a fait beaucoup réfléchir. Ça a été un moment de politisation multiforme et, en plus, de très grande activité. J'étais vraiment très motivée pour intervenir sur la question du Vietnam, et on s'est quand même coltiné le grand amphî de la Sorbonne avant 1968. Toutes les semaines, on avait des cours dans le grand amphî, et on ne laissait pas passer un seul cours sans intervenir de la tribune... Je peux vous dire qu'on avait la trouille, mais on s'y est préparés, on a fait nos classes, on s'est entraînés pour pouvoir intervenir, appeler aux différentes manifestations, etc. On a accumulé ainsi une expérience militante qui nous a beaucoup aidés lors des événements de Mai 68.

« Le plus important, à partir du 13 mai, c'est ce qui se passe en dehors des universités »

Le 3 mai 1968, quand la police est entrée dans la Sorbonne pour arrêter les étudiantEs qui étaient dans la cour à écouter un meeting avec les étudiantEs de Nanterre,



NPA

ce qui a été le point de départ de toutes les manif ensuite, j'étais chez mes parents, en banlieue, car j'avais décidé de préparer mes partiels. Mais lorsque j'ai entendu à la radio ce qui était en train de se passer, j'ai suspendu mes révisions et je me suis précipitée à Paris où il y avait, le lendemain, une grande assemblée générale de la JCR pour faire le point sur ce qui s'était passé et pour essayer de réfléchir aux initiatives à prendre. Donc, à partir de cette date, j'ai arrêté mes révisions et je me suis mise à 100% dans la mobilisation, étudiante d'abord, et politique au sens plus large du terme ensuite. J'ai participé à ce que l'on a appelé la nuit des barricades, le 10 mai (voir *l'Anticapitaliste* n°428), mais aussi à toutes les manifestations, dont la très grosse manifestation du 13 mai 1968, qui était très impressionnante, c'est le moins que l'on puisse dire, énorme.

Le déclenchement de la grève, avec tous les jours de nouvelles entreprises qui se mettaient en grève, était ce que l'on pouvait attendre de mieux dans la situation politique. S'il n'y avait pas eu de mouvement de relève dans les entreprises, je ne sais pas exactement ce que cela aurait donné dans les universités. Il y avait une nouvelle dynamique qui entraînait en jeu, qui nous permettait d'aller au-delà des universités. Ça a été un moment de politisation, non seulement pour moi mais plus globalement pour plein de jeunes, en voyant le développement du rapport de forces et en étant obligés de s'intéresser à ce qui se passait

en-dehors des universités. Car le plus important, à partir du 13 mai, c'est ce qui se passe en dehors des universités.

J'étais étudiante en sociologie, et mon souci, en tant que militante, va donc être d'animer une assemblée générale qui était, je crois, quasi quotidienne. Nous voulions insister sur le contexte politique global : on disait que la réforme de l'université était importante, mais que l'on pourrait en discuter quelques semaines plus tard, à la rentrée, car la priorité était de faire la jonction entre étudiantEs et salariéEs, étudiantEs et ouvrierEs, d'aider à développer le rapport de forces, à travers les manifestations mais aussi en mettant sur pied des comités d'action étudiantEs-salariéEs.

« Un immense potentiel de contestation de l'ordre social existant »

Le mouvement étudiant, la solidarité avec le mouvement étudiant et le développement de la mobilisation dans les entreprises vont créer un tel rapport de forces qu'à un moment donné, le pouvoir vacille. Et là se pose le problème : quelle alternative politique ? Et s'il y avait un vide du côté du pouvoir, on sentait bien que du côté des forces qui étaient mobilisées, il y avait aussi un grand vide. Dans les discours de De Gaulle, on sent qu'il y a une volonté de reprise en main, très nette, et il va y avoir des gros problèmes pour faire contrepoids face à cela. On aura beau lancer le mot d'ordre « élections, piège à cons », ce qui était vrai, ça ne suffisait pas. Ce qui manquait dans cette période, c'est un contre-pouvoir, le fait que par exemple des comités de grève aient pu se coordonner pour faire le point et y compris proposer, éventuellement, une alternative politique... Donc on va assister essentiellement à des tentatives de maintenir le front de la résistance contre la reprise en main, aussi bien dans les entreprises qu'à l'université. Mais le retour à l'ordre, à la fois progressif et brutal, va être un moment assez dur, le point d'achoppement d'une mobilisation qui n'arrive pas à aller plus loin, mais ce n'est pas la fin de la mobilisation. On avait le sentiment qu'il y allait nécessairement y avoir des rebondissements, ce qui n'était pas faux. Il y a eu une telle politisation de toute une frange de jeunes dans tous les secteurs de la société qu'il y avait un immense potentiel de contestation de l'ordre social existant.



UNIVERSITÉ PARIS-ODD

Retour sur le mouvement de mai-juin 1968 avec des acteurs et des actrices des événements qui, depuis, n'ont rien lâché.

Les paroles rapportés ici sont extraites de la série d'interviews « Mai 68, tout changer », produites et réalisées par le NPA, progressivement mises en ligne depuis le 16 avril à l'adresse : <https://npa2009.org/mai68>.

Propos recueillis par Jean-Marc Bourquin, Florent Michaux, Tarik Safraoui, Julien Salingue et Frédéric Spielman.



« ON AVAIT L'IMPRESSION D'ÊTRE EN »

Léon Crémieux, 16 ans,
lycéen à Marseille.

J'avais 16 ans en 1968, et je voyais la vie à travers ma famille, à travers mes études, à travers ce que je lisais, ce que je voyais à la télé... Mais en même temps j'étais dans un milieu qui était déjà, je m'en suis rendu compte après, un peu politisé. J'avais eu un grand oncle et une grande tante qui avaient été déportés et qui étaient morts à Auschwitz, une tante déportée qui était revenue, ma grand-mère qui faisait de la résistance, mon oncle qui était parti en Angleterre rejoindre De Gaulle, mes parents qui se planquaient... C'était très sobre, ça ne prenait pas beaucoup de place, mais ça faisait un environnement et une vision, concernant notamment le racisme, le fascisme, etc.

« Il y avait un contexte dans lequel on se radicalisait »

À la rentrée 1967, j'étais en terminale au lycée Saint-Charles, et avec des copains on a décidé de créer un cercle des Jeunesses communistes. Même si on n'était pas très politisés, il y avait un contexte dans lequel on se radicalisait, dans lequel on avait envie de faire quelque chose. L'année 1967-1968, on a essayé d'animer des débats, une activité politique dans le lycée, mais de manière totalement autonome. Pour nous, il y avait un monde qui n'allait pas, contre lequel il fallait bouger, bouger là où on était, pour faire sauter un carcan qui pesait sur beaucoup de choses. Et on cherchait tout ce



NPA

qui pouvait être un point d'appui de réaction, de révolte, de refus de se soumettre à un monde qui nous apparaissait comme très rigide : on écoutait Dylan, mais on écoutait aussi Brassens, on lisait *l'Os à moelle*, qui était une petite feuille de chou de Pierre Dac et Francis Blanche, etc. On avait aussi des échos de ce qui se passait à l'international, même si je dois dire que pour moi, à l'époque, ça restait lointain. J'avais été marqué quand Guevara avait été assassiné, mais le Vietnam, ce genre de chose, on apprenait, mais ça restait un peu dans l'ombre. On était des militants, mais à petite vitesse, pas des activistes fous. Mais dès que les événements de 1968 ont commencé, qu'on suivait à travers la télé, la radio, les journaux – on a commencé à ce moment à acheter *le Monde* tous les matins, on voulait essayer de savoir ce qui se passait –, on s'est dit qu'on ne pouvait pas en

rester là, qu'il fallait que ça bouge. On sentait qu'on était tous pris dans un grand mouvement, et la répression policière contre les étudiants, contre les barricades, justifiait d'autant plus que nous aussi on y aille, que nous aussi on s'y mette, parce que c'était le moment d'y aller. Et donc on s'est dit qu'on allait mettre le bahut en grève.

« N'y allez pas, c'est très dangereux, c'est aventuriste »

Et le premier problème qu'on a eu, lorsqu'on en a parlé à Lucien Sève [professeur de philosophie au lycée Saint-Charles à Marseille, membre du comité central du Parti communiste], alors qu'on était persuadés qu'il allait nous pousser à agir, à partir en grève, c'est que ça a été exactement l'inverse. Il nous a dit « N'y allez pas, c'est très dangereux, c'est aventuriste, on ne sait pas sur quoi ce mouvement va déboucher, il ne faut surtout pas y

IL Y A 50 ANS LE MOUVEMENT DE MAI-JUIN 1968

« EN TRAIN DE FAIRE UNE RÉVOLUTION »

aller». Et à la fédération, notre responsable des JC nous disait exactement la même chose. Le seul qui nous soutenait c'était Billoux, dirigeant du PCF à Marseille, qui nous disait que la place des communistes était d'être dans ce mouvement, un discours complètement en décalage avec ce que nous disaient les responsables du PC et des JC qui voulaient faire le moins de vagues possible.

Donc le 11 mai, on décide de mettre notre lycée en grève, et avec nos collègues de la JOC, on crée un comité d'action lycéen à Saint-Charles. Comme le PC ne voulait pas qu'on tire des tracts, on a été aidés par le père d'un copain, qui avait accès à une machine à alcool, on a tiré nos tracts, et on a mis le bahut en grève. Et le 13 mai, ça a été un déferlement énorme : toute la Canebière était occupée, c'était immense, et pour nous c'était toute la ville qui était en grève. On avait vraiment l'impression que c'était un mouvement qui concernait tout le monde, et tous les gens qu'on voyait autour de nous, même les commerçants, étaient dans le mouvement.

« Le drapeau rouge flottait sur la gare Saint-Charles »

Marseille était une ville dominée par le Parti communiste dans les quartiers et dans les entreprises, et par le Parti socialiste, la SFIO de l'époque, dans le reste de la ville. À Marseille, la droite n'existait pas l'époque. Pour nous il était naturel d'être soit socialiste, soit communiste, ça imprégnait la vie culturelle, la vie politique de la ville. Le 13 mai, ce qui nous apparaissait, c'est que ce n'était

pas les lycéens ou les étudiants qui étaient en masse. Le moteur de la manifestation, c'était la classe ouvrière de Marseille, le peuple de Marseille : les quartiers étaient là, dans lesquels il y avait à l'époque beaucoup d'entreprises.

Au lendemain du 13 mai, ce que l'on a décidé, nous les lycéens, alors que l'on se réunissait à la fac, c'est qu'on devait avoir un lieu où se rassemblerait, ailleurs qu'à l'université, pour agir directement. Il y avait à Marseille un symbole très fort, le lycée Thiers, le grand lycée bourgeois de Marseille, équivalent des lycées parisiens, et on s'est dit qu'on allait l'occuper, mais aussi, comme il portait le nom de l'assassin de la Commune-de-Paris, de le débaptiser et de le rebaptiser lycée de la Commune de Paris. Avec encore une fois ce contexte particulier à Marseille, où l'on n'avait pas l'impression de s'opposer à quiconque. Le drapeau rouge flottait sur la gare Saint-Charles, un immense drapeau rouge, et dès que l'on passait sur la Canebière, c'était très rassurant de voir que le plus important symbole de la ville, pendant ces semaines-là, était ce drapeau rouge qui flottait sur la gare. Pour nous, c'était naturel, on avait vraiment l'impression d'être en train de faire une révolution, le mouvement prenait en profondeur, dans toute la ville.

« On avait l'impression d'être dans une dynamique qui ne s'arrêterait pas »

Petit à petit, de mi-mai à la fin mai, la vie tournait de plus en plus au ralenti. Il n'y avait plus d'essence, donc les approvisionnements se faisaient de moins

en moins, tout le monde allait à pied, tout le monde discutait, c'était une sorte de libération. Évidemment on avait une vision particulière, car on était au cœur de qui se passait, et dans certains quartiers des gens avaient sûrement une toute autre vision. Début juin, l'initiative a été lancée d'une rencontre nationale des comités d'action lycéens à Paris. Je suis monté comme délégué avec un autre camarade, et on a été avertis que quelque chose se faisait en parallèle, avec les comités d'action lycéens tenus par les JC, mais pour nous ça n'avait pas d'importance, on ne se sentait pas concernés. Conséquence concrète, quand on est redescendu à Marseille, on a été convoqués, re-convoqués puis, sans même en être avertis, expulsés des JC. Et ensuite, petit à petit, comme on travaillait avec quelques camarades de la JCR, on a été intégrés à cette organisation, ce qui pour nous était un phénomène normal.

Il y a eu petit à petit la fin de 68, avec le bac, qui n'avait pas été supprimé mais reporté, et organisé de manière particulière, mais on a continué à baigner dans ce climat, dans ce mouvement, dans les mois qui ont suivi. Pour nous ça ne s'était pas arrêté, même si les gens avaient repris le travail, même s'il y avait eu le bac, mais on avait l'impression d'être dans une dynamique et un mouvement qui eux ne s'arrêteraient pas. On avait l'impression que c'était la fin d'un acte, mais qu'il y aurait les actes suivants. À partir de mai 68, on s'est senti partie prenante d'un mouvement qui allait permettre de construire une société libérée, et humaine.

« MAI 68 A MONTRÉ QUE C'ÉTAIT POSSIBLE »

Dominique Pierre,
18 ans, lycéenne à Rouen.

J'étais lycéenne en 1968, en terminale dans un lycée général de Rouen, j'avais 18 ans. Il faut imaginer un lycée d'avant 1968 : le lycée Jeanne-d'Arc n'était pas mixte, à part deux garçons en hypokhâgne, la blouse, d'une couleur une semaine et de l'autre couleur la semaine suivante, avec la surveillante générale qui se postait chaque semaine pour vérifier qu'on avait la bonne couleur, on ne discutait pas dans les cours, on ne remettait pas en cause l'autorité des professeurs, etc.

« Un vrai carcan pour les jeunes »

Ça datait d'un autre âge, c'était le reflet de la société de l'époque, un vrai carcan pour les jeunes, quand on compare à maintenant. J'ai adhéré aux Jeunesses communistes à 15 ans, quand j'étais en seconde, par l'intermédiaire du frère d'une amie, qui a adhéré elle aussi, mais on n'a pas beaucoup participé aux activités. Plus tard, au lycée, j'étais contactée par une fille qui m'a proposé de rencontrer un militant « trotskiste ». J'ai accepté, et je l'ai donc rencontré. Les JC et le PC ne nous formaient pas vraiment, mais ils nous mettaient quand même des idées dans la tête, anti-gauchistes, anti-révolutionnaires, etc. Donc au premier rendez-vous, j'ai accueilli le militant trotskiste en lui disant qu'il était payé par le gouvernement, qu'il faisait le jeu de l'extrême droite, etc., toutes les âneries qu'on m'avait mises dans la tête, mais ensuite j'ai continué les discussions avec lui et il m'a quand même ouvert les yeux. Il n'y avait rien de politique dans le lycée, pas d'activité, mais on a participé, avec des copines, à un comité Vietnam. On ne pouvait pas se réunir dans le lycée donc on se réunissait à côté, dans les parcs, dans les jardins.



NPA

les brûler, et de se réunir. Et donc c'est nous, avec une professeure de philo, qui avons initié le mouvement de grève dans le lycée. Et en fait, je n'ai plus aucun souvenir des autorités du lycée : où elles étaient, ce qu'elles faisaient. On s'en fichait complètement de ce qu'elles allaient dire, interdire, pas interdire, c'était comme un espèce de bouchon qui avait sauté. Les choses se passaient surtout à l'université de Rouen, qui était occupée, et donc nous, les lycéens, on se rendait à l'université. C'est le comité d'action étudiant, dirigé par l'Unef et le Snesup, qui organisait les activités, et notamment les manifestations. On était enthousiasmés, on suivait les débats, les militantEs révolutionnaires intervenaient même si on n'identifiait pas tout le monde... Ça m'a complètement éloignée du PC et des JC, qui étaient contre le mouvement étudiant, contre le mouvement de la jeunesse, ça a donc été la rupture avec eux. Et il y avait des dirigeants, qui s'étaient écartés de l'UEC et qui avaient fondé le JCR, qui apparaissaient ouvertement en désaccord, et on les écoutait. Ça nous confortait, ça m'a confortée dans les idées de ce copain trotskiste, qui appartenait lui à Voix ouvrière.

du mouvement étudiant, « petit-bourgeois », mais se rendre aux usines. Et je suis allée à Renault Cléon, avec des copines, on y est allées plusieurs fois. Les ouvriers étaient très contents, au début en tout cas, on discutait très facilement avec eux, et ça m'a appris beaucoup, moi qui découvrais tout, sur la classe ouvrière : la vie dans l'usine, la chaîne, l'exploitation, les quarts, les équipes, les cadences, etc. Ils m'ont appris plein de choses. Mais petit à petit, ça s'est fermé : ils étaient à l'intérieur de l'usine, derrière les grilles, ils n'étaient plus à l'extérieur, et nous on ne voyait plus grand monde. Et j'ai compris après que c'était fait exprès, que c'était organisé. Plus tard, la décision a été prise d'occuper le Cirque de Rouen, jour et nuit. Il y avait des tables, de lecture, de littérature, de tous ces groupes qu'on ne connaissait pas ; on discute, il y a des débats à n'en plus finir, il y a une effervescence incroyable... J'ai un souvenir extraordinaire, il y a de la musique, des chansons... Pour moi, 1968, c'est une révolution gaie, un enchantement, on refait le monde, on découvre tous les jours quelque chose...

« Une conviction qui ne m'a pas lâchée depuis »

Le moment où le vent tourne, c'est le 30 mai. Ça correspond à l'allocution de De Gaulle, l'annonce des élections, etc. À Rouen, c'est une manifestation de droite qui nous oblige à abandonner le Cirque : c'est un moment de grosse déception. Mais nous on pense que les choses vont continuer, et elles continuent jusqu'en juin, avec les usines occupées, les manifestations contre la répression... Mais petit à petit les entreprises reprennent une à une, avec des négociations usine par usine, mais nous on avait l'impression que ça allait continuer, que ce n'était qu'une première étape, qu'il y aurait bientôt une révolution plus profonde.

Mai 68 a vraiment changé ma vie. La conviction que j'avais auparavant, que l'on pouvait changer complètement la société, que les ouvrierEs pouvaient diriger la production, que l'on pouvait en terminer avec l'exploitation, était une conviction livresque. Mai 68 a montré que c'était possible. Et je suis restée avec cette conviction, qui ne m'a pas lâchée depuis.



« C'était comme un espèce de bouchon qui avait sauté »

Et c'est dans ce contexte qu'éclatent les événements de 1968 : la Sorbonne fermée, les premières manifestations... Donc nous, petitement, au lycée, le premier acte de révolte, ça a été de faire un grand tas avec les blouses au milieu de la cour, de

« On découvrait tous les jours quelque chose »

Après le 13 mai, la grève s'est développée dans l'usine Renault Cléon, qui était en pointe du mouvement national qui allait aboutir sur la grève générale. Et mon camarade de Voix ouvrière m'a alors dit qu'il ne fallait plus s'occuper du mouvement lycéen,

SYNDICALISME Congrès de la fédération CGT santé et action sociale

Après le dernier congrès, où l'ancienne secrétaire générale avait été écartée suite à l'affaire Lapaon, ce congrès s'est passé sans grande surprise, mais a été riche de débats.

Concernant le texte de bilan d'activité, sans critique de la politique menée ces 3 dernières années, beaucoup de problèmes ont été posés par les délégués : l'absence d'une politique de convergence, de suite aux luttes dans les EHPAD, d'appel de toute la fédération à une lutte dans notre secteur (public, privé), alors que les conditions de travail et de prise en charge des usagerEs sont dramatiques (de nombreuses interventions sur les burn-out, les suicides, la mise en danger des usagerEs...). Finalement, le texte a été voté à 66,4%, avec 7,6% abstention et 25,9% contre.



DR

Critiques du manque d'initiative de la fédération

Le texte d'orientation initial a été largement amendé : 312 amendements d'une trentaine de syndicats. Ils portaient essentiellement sur l'abrogation des lois travail et des ordonnances Macron, de toutes les lois santé de ces dernières années, sur la mobilisation pour une retraite par répartition, l'intégration des salariéEs du privé dans le secteur public sous statut qui reprend le meilleur des droits existants, pas de salaire inférieur à 2100 euros bruts, la nécessité d'une fédération pour la lutte et la convergence, d'unité d'action avec les partis et associations, etc.

Des déléguéEs sont intervenus pour dire le manque d'initiative de notre fédération, dans une période de luttes importantes depuis deux ans, et la nécessité d'un appel à la grève dès maintenant, en même temps que celle des cheminotEs et non à la rentrée comme suggéré par la secrétaire générale dans son rapport d'introduction. Le texte d'orientation amendé a été voté à 95,3%, avec 3,2% abstention et 1,5% contre.

Le texte d'appel du congrès a aussi suscité des discussions : l'intervention de déléguéEs a abouti à ce qu'y figure l'urgence de « préparer dès maintenant la grève et la mobilisation générale avec tous les salariés du public et du privé... »

L'adoption d'une motion de congrès soutenant la grève des salariéEs de l'hôpital psychiatrique du Rouvray, en grève de la faim, a été décidée, malgré les réticences des membres de la direction.

La colère, les luttes en cours, l'urgence, un gouvernement qui a annoncé qu'il poursuivrait l'application de mesures drastiques dans la santé : autant de raisons de construire les mobilisations à la base, de tisser des liens entre les militantEs pour faire converger nos luttes. Voilà une perspective pour laquelle on ne pourra compter que sur nos propres forces!

Correspondants



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

« Bure à Bar, ils vont voir à quel bois on carbure! »

DÉCHETS RADIOACTIFS

L'autorisation de démarrer le projet d'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux pourrait être donnée l'année prochaine avec le début de la construction des infrastructures nécessaires au stockage. D'où l'importance stratégique de la manifestation du 16 juin.

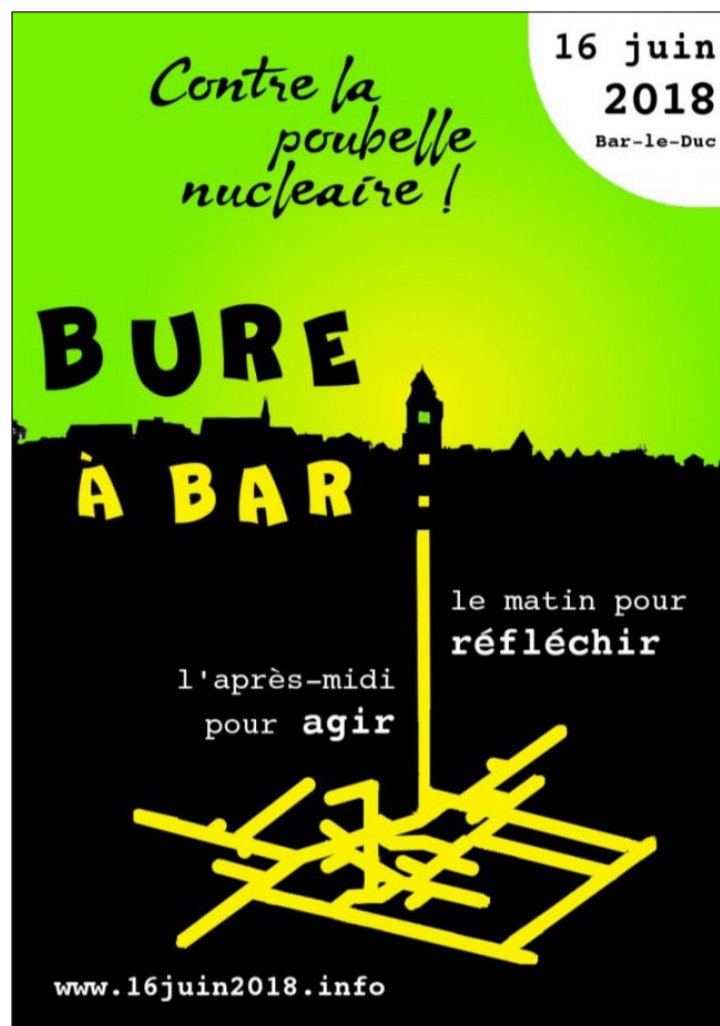
Les opposantEs de Bure l'expliquent : « Depuis 1993, nous avons actionné sans relâche tous les leviers de l'opposition légale. Nous nous sommes confrontéEs aux éluEs de la nation, des régions et des départements, toutes et tous issus des grands partis institutionnels. Nous avons été reçuEs dans les cabinets ministériels. Résultat : un mépris total de nos arguments et un projet qui avance inexorablement. Aujourd'hui, une nouvelle génération de militantEs s'est installée dans les environs de Bure. En assumant d'occuper les lieux stratégiques, elle bouscule nos pratiques en même temps qu'elle ragaillardit nos convictions. Grâce à elle, de beaux résultats ont été obtenus et le projet de Bure vacille. Il faut enfoncer le clou! »

Une mobilisation d'une ampleur inédite

Les mois qui viennent de s'écouler ont été particulièrement denses. Après avoir endormi et manipulé la population pendant vingt ans à travers diverses stratégies vicieuses et violences silencieuses, c'est par la force physique et brutale que l'État compte imposer un projet intrinsèquement dangereux, irresponsable et inacceptable.

Mais force est de constater que sa volonté d'asphyxie de l'opposition ne fonctionne pas : la mobilisation contre le projet Cigéo a pris une ampleur inédite, de par ces incroyables rassemblements spontanés et la constitution de 37 comités de soutien : du jamais vu!

Les opposantEs le confirment : « Cette période lourde et chargée en émotions a cimenté les liens qui nous unissent, a conforté nos convictions, a permis l'ancrage national de la lutte. Nous sommes bien décidéEs à ce que ce 16 juin soit un moment charnière, en répondant aux démonstrations d'autorité de l'État par une démonstration de notre détermination infaillible ainsi que par celle de l'insécabilité de notre



mouvement d'opposition en perpétuel renouveau! »

Construire une manifestation de masse

Ce que souhaitent donc les opposantEs à ce projet, c'est organiser une manifestation massive à la mesure de l'enjeu stratégique et de la répression qui est à l'œuvre. Et cela semble fonctionner car 20 à 30 bus sont d'ores et déjà annoncés. Mais il est encore nécessaire de renforcer cette dynamique pour le 16 juin!

L'esprit et l'originalité de cette manif est de faire cohabiter tous les modes d'expression et styles de lutte, sans les opposer. Des

tables rondes sont prévues le matin, qui vont porter sur la démocratie et les modalités d'expression, avec des stands et une diversité des mouvements en présence, depuis les syndicats comme la CGT jusqu'aux partis politiques, en passant bien sûr par toutes les formes d'associations et de tendances comme les Hiboux et Chouettes, ou encore le Mouvement une alternative non violente.

Original aussi, le défilé de l'après-midi portera sur le thème de la forêt, hiboux, chouettes, Bar-le-Duc deviendra Bar Lejuc (du nom du bois occupé par les résistantEs). Ce sera festif, familial,

avec chars et fanfares... et des spectacles comme celui de la compagnie Jolie Môme. Une chorégraphie spectaculaire sera également proposée aux participantEs. Le but est de permettre à un maximum de personnes de participer sans pour autant faire le jeu de la peur sécuritaire et de la division entre les modes d'action et de contestation.

La victoire est possible

Les manifestantEs sont invités à apporter des éléments symboliques de la forêt et à créer ainsi un nid géant, symbole de l'espoir d'un autre monde et aussi de l'installation de l'opposition contre ce projet antidémocratique. Il s'agit de montrer qu'il est possible de reprendre la main sur nos vies et de ne pas laisser faire des dirigeants à la solde des industriels du nucléaire.

Cette manifestation est une manière de redresser la tête et d'avoir du soutien après la période très difficile des expulsions, interpellations et condamnations que les résistantEs de Bure ont vécues ces derniers mois. Ce combat est gagnable! EDF et Areva sont en difficulté. Ils perdent confiance en raison du coût exponentiel du projet, et de la contestation grandissante. Donc, ça vaut le coup de se mobiliser pour cette manifestation, et de faire mobiliser!

Commission nationale écologie

Comment venir, les bus des villes, le programme, tout est sur : <https://16juin2018.info/>



DR

SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN

La grève de la faim se poursuit à l'hôpital psychiatrique



DR

Les choses se sont accélérées lundi 4 juin, au 14^e jour de la grève de la faim à l'hôpital psychiatrique du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen.

Deux grévistes ont dû être hospitalisés, avec une perte de poids de 14% et un épuisement psychique important, emportés au CHU sur une civière. « Cette grève de la faim fait de moi un robot sans âme » confiait un des grévistes. Une autre a dû arrêter pour un problème familial soudain. Mais pour bien montrer que la

grève continue, un nouveau gréviste de la faim les a rejoints. Mardi midi un quatrième gréviste devait être hospitalisé. Face à l'indifférence de la ministre de la Santé, la manifestation de soutien a réuni lundi 1100 personnes, dans un cortège très dynamique, bloquant les carrefours, criant son soutien et son admiration aux grévistes, avec des mots d'ordre comme « Buzyn démission », ou « Paradis fiscal, enfer à l'hôpital ». Pour les hospitalierEs du CHU de Rouen, de Pierre-Janet du Havre, de Navarre à Evreux, de la maternité du Belvédère, ou de l'école d'infirmierEs présents, c'est un encouragement à agir pour étendre la mobilisation dans la santé. Les soutiens s'élargissent, avec la venue de délégations de cheminotEs, de dockers,

Le conseil d'administration a nommé cette gouvernance sans « nouveau mandat pour prendre des décisions qui remettraient en cause la stratégie de croissance approuvée par le conseil d'administration d'Air France-KLM ». En clair : pas de mandat de négociation avec l'intersyndicale. Quelques jours à peine après sa nomination, ses casseroles rattrapaient Couderc. Un rapport parlementaire paru le 11 avril, et passé inaperçu à l'époque, fait un bilan à charge de sa gestion de Prestalis, qui a supprimé un millier d'emplois en touchant des aides publiques. Et avec des notes de frais astronomiques pour sa présidence.

Mauvaise perdante

Une fois sa nomination annoncée, l'intersyndicale a officiellement demandé à Couderc de la rencontrer. Elle a refusé de recevoir l'intersyndicale, mais a organisé des réunions bilatérales avec les syndicats représentatifs. Et à tous elle a tenu le même discours : je n'ai pas de mandat pour négocier. Quel affront pour les salariés ! La direction a elle-même organisé une consultation sur un sujet précis : son projet sur les salaires. Et désormais, personne n'assume de répondre aux

AIR FRANCE Le mur du silence

Après la consultation qui a vu les salariéEs refuser le projet de la direction à plus de 55 %, Janaillac, le président d'Air France-KLM, a démissionné comme il l'avait annoncé. Une « gouvernance de transition » a été mise en place avec Anne-Marie Couderc comme présidente non exécutive.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

salariéEs en rouvrant des négociations salariales. La direction d'Air France argumente en disant que le « non » à la consultation est le reflet d'un malaise plus général que les salaires, ce qui est en partie vrai. Mais elle ne compte rien faire, à part afficher ses bonnes intentions, pour répondre à la

souffrance croissante des salariéEs qui ont enchaîné les réorganisations et plans d'économie ces dernières années.

La mobilisation va repartir

En parallèle, les milieux d'affaires s'agitent avec la proposition du groupe hôtelier Accor de racheter la

participation de l'État dans la compagnie. Au cours actuel d'Air France en Bourse, sous-évalué, ce serait une belle affaire pour ce groupe et l'abandon par l'État du contrôle d'un secteur stratégique. Avec en arrière-fond la privatisation d'un autre poids lourd du secteur, Aéroports de Paris. Les requins de la finance s'agitent. Face à cela, l'intersyndicale Air France a fait le constat que le pseudo-dialogue engagé par la nouvelle direction n'aboutit à rien. Réunie le 4 juin, ses représentantEs ont annoncé un « été houleux » : « L'intersyndicale dans sa totalité a décidé de ne pas rester là ». Elle doit annoncer les prochaines journées de grève dans les jours à venir s'il n'y a pas de changement. Après le résultat de la consultation et face au mépris affiché par la nouvelle direction, on peut s'attendre à des mouvements suivis.

Correspondants

LA POSTE Contre la régression et la répression, les mobilisations continuent

De nombreuses mobilisations sont en cours à La Poste.

Dans le 92, après deux mois de grève, La Poste a mis des paies à 0 euros aux 150 grévistes factrices et facteurs. Mais grâce à leur caisse de grève et à leur détermination, ils et elles continuent à mener une politique d'extension de leur mouvement : journée de grève commune avec la PIC de Villeneuve-la-Garenne contre la fermeture du centre, intervention auprès des facteurs du 78 en grève le 29 mai.

Des succès

Avec deux mois de grève pour les facteurs des 4^e et 14^e arrondissements de Marseille et quatre mois pour ceux de Rennes, ils ont largement fait reculer les projets de réorganisations de leurs direction.



DR

Dans les Yvelines, les facteurs étaient en grève le 15 mai contre la pause méridienne et les îlots, plusieurs centres étaient en grève majoritaire, comme Magny-les-Hameaux ou Mantes-la-Jolie. Plus de 90 collègues se sont réunis en assemblée générale départementale. Ils et elles ont décidé d'être à nouveau en grève à partir du 29 mai, en participant à une journée d'action commune avec les cheminotEs du département.

Après les grèves ayant touché le 33, 35, 13, 92, plusieurs grèves départementales sont prévues en juin : dans le 78 le 14 juin, dans le 84 le 15 juin. Deux centres de tri courrier de La Poste, Mortain (Manche) et Vire (Calvados) étaient en grève le 1^{er} juin.

TouTEs ensemble !

Avec la multiplication des mobilisations, c'est plus que jamais un « touTEs ensemble » qui est à l'ordre du jour. La fédération SUD

PTT appelle, enfin, à un rassemblement au siège de La Poste le 11 juin à 13 h au siège national de La Poste, au 22, rue Guynemer à Issy-les-Moulineaux, et à une nouvelle manifestation au siège des Plateformes industrielles du courrier (PIC) le 12 juin.

Gaël convoqué au commissariat

Après son licenciement, un procès en référé perdu par La Poste pour tenter de l'empêcher d'entrer dans les centres postaux, les visites de la police à son domicile... l'acharnement répressif contre Gaël Quirante a encore franchi un cap avec une convocation au commissariat le 5 juin, au moment où les postiers du 92 en étaient à leur 69^e jour de grève. Un rassemblement a été organisé pour dissuader la police de le retenir et bien évidemment pour exiger qu'aucune poursuite ne soit engagée.

PR et correspondants

HAUTS-DE-SEINE

Des centaines de familles à la rue ?

En avril-mai, des familles hébergées par le 115, via le Service intégré de l'accueil et de l'orientation (SIAO) des Hauts-de-Seine (le département le plus riche de France) apprenaient au moment du renouvellement de la prise en charge (habituellement pour 1 mois) que celle-ci allait prendre fin et que dans 2 semaines, elles seraient à la rue. Point final !

Les hôtels sont dans plusieurs départements, mais les familles dépendent du préfet du 92, les enfants sont scolarisés dans les écoles du 92 (pas à Neuilly, soyez rassurés !), et les enseignantEs se sont vite mobilisés : « Pas un seul de nos élèves ne doit vivre dans la rue ! »

La préfecture admet que 100 familles seraient touchées, les estimations allaient au-delà de 200, et cela fait beaucoup d'enfants.

Refuser le cas par cas

Le motif de ce scandale : faire des économies en ne mettant à l'abri que les personnes « les plus vulnérables » : femmes enceintes, parents d'un enfant de moins de 3 ans, personnes malades ou en situation de handicap, femmes victimes de violences. Votre enfant a 3 ans et 3 jours : pas vulnérable, dehors !

Les délégations reçues par le préfet ont obtenu un sursis, et des familles dont les enfants sont scolarisés seraient maintenues dans les hôtels jusqu'à la fin de l'année scolaire... Pas bête : on les mettra dehors quand le réseau autour des écoles sera dispersé et que les écoles qui avaient commencé à héberger des familles seront fermées. La préfecture se dit prête à examiner les situations au cas par cas (on n'en veut pas !) mais affirme que si des familles restent aussi longtemps à l'hôtel c'est qu'il y a un problème... du côté des familles. Les gouvernements successifs, tous « bienveillants » bien sûr, n'ont pas construit de logements vraiment sociaux, ne réquisitionnent pas les bâtiments vides, et c'est la faute de ces familles qui ne veulent pas faire un effort...

Il y a des familles où le salaire est trop faible pour trouver un logement, en attente de recours Dalo (droit au logement opposable) ; d'autres, sans papiers, pourraient bénéficier du Daho (droit à l'hébergement opposable), ou sont depuis plus d'un an en attente d'une réponse à leur demande de régularisation. Et là c'est l'autre face de la préfecture : « Il y a 70% de fraudes, alors on doit mettre des mois pour tout vérifier » ; vérifier que des enfants sont scolarisés, c'est sûr que c'est long... La loi est pourtant du côté des familles : « Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique ou sociale a accès, à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence [...] toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir [...] y demeurer [...] jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée »¹.

Les mobilisations continuent pour que les familles soient à l'abri avant l'été.

Isabelle Guichard

1 - Art. L. 345-2 du Code de l'action sociale et des familles.

Deux pétitions :

<https://www.change.org/p/stop-aux-expulsions-des-familles-h%C3%A9berg%C3%A9es-en-urgence-dans-les-hauts-de-seine-92>

<https://www.change.org/p/refusons-la-mise-%C3%A0-la-rue-des-familles-en-ile-de-france>

les distributions massives de tracts sur les marchés, la visite de Benoît Hamon, de Philippe Poutou ou de députés du PCF et de La France insoumise.

La santé malade de l'austérité

La ministre de la Santé répond par le mépris aux salariéEs qui mettent leur santé en danger osant proposer un nouvel audit à partir du 6 juin, pour une durée de 3 semaines. Ulcérés, grévistes et personnels ont occupé l'administration, déclarant refuser tout nouvel audit, rappelant que le précédent, il y a moins de deux ans, avait coûté 330 000 euros, pointait déjà la souffrance au travail et concluait à l'urgence de créer 59 postes ! Ce qui se joue autour du Rouvray, ce n'est pas seulement la création de quelques

postes et l'ouverture d'un service pour adolescentEs, pour éviter que des patientEs psychiatisés ne dorment dans les couloirs ou qu'un garçon de 12 ans qui déprime puisse se retrouver dans un service adulte avec un pervers sexuel de 40 ans ! Avec à la clef quatre plaintes pour viol sur mineur l'an passé. Ce qui se joue, et ce qui explique la fermeté du pouvoir, le silence incroyable des grands médias, c'est une première victoire ou une nouvelle défaite sur la casse de l'hôpital public programmée par la ministre de la Santé. Sa circulaire budgétaire est claire : « Pour 2018, le niveau des économies sur le champ des établissements de santé s'élève à 1,6 milliard d'euros, dont 960 millions d'économies pesant directement sur le

budget des établissements de santé. » Ce à quoi l'association des directeurs d'hôpitaux elle-même répond que « 960 millions d'euros d'économies, c'est comme si on nous demandait de supprimer 15 000 emplois, et nous ne croyons pas qu'il y ait des emplois en trop à l'hôpital. »

Dans cette situation difficile, le soutien doit se renforcer. Avec comme objectif une généralisation des luttes dans la santé pour changer le rapport de forces, et une convergence des luttes avec les cheminotEs, les dockers, les citoyenEs et les familles des malades, en défense du droit à la santé. Car nos vies, la vie des grévistes de la faim, la santé de touTEs valent plus que leurs profits.

Frank Cantaloup



NPA

Les comités en action!

Perpignan «Mai 68 et aujourd'hui» avec Alain Krivine. La venue de notre camarade Alain n'est pas passée inaperçue. Une longue interview dans le quotidien local l'Indépendant, et une autre dans l'hebdo du PCF 66, le *Travailleur catalan*. La réunion publique a rassemblé le 1^{er} juin entre 70 et 80 participantEs. Une participation au-delà de la frange militante locale (avec y compris la présence de représentantEs de forces de gauche). Dans l'échange qui a suivi l'introduction d'Alain, point de nostalgie mais un débat sur les leçons et l'actualité de 68. La fantastique spontanéité de masse qui a conduit à la plus grande mobilisation sociale qu'on ait alors connue, mais qui échoue face à une absence d'alternative anticapitaliste. Des structures d'auto-organisation trop embryonnaires et tenues isolées, une extrême gauche marginale et la politique réformiste, électoraliste, des directions du PCF et de la CGT, très majoritaires, refusant de s'appuyer sur les mobilisations et les dévoyant sur le terrain institutionnel. La question du pouvoir, hier comme aujourd'hui, passe par l'unité d'action de notre classe et la rupture anticapitaliste. L'importance du contexte international dans les années 1960 a été également soulignée pour expliquer Mai 68 : l'Algérie, le Vietnam, la Guadeloupe... L'internationalisme reste un élément clé d'une alternative révolutionnaire. Pour conclure la réunion ont été annoncées deux initiatives du lendemain : un rassemblement contre la loi raciste Collomb et une action de solidarité avec les cheminotEs. Et les discussions se sont poursuivies, de façon informelle, autour de quelques tapas...

Correspondant

Rennes Beau succès de la réunion publique avec Philippe Poutou.



NPA

Avec près de 150 participantEs à notre réunion publique, il apparaît que beaucoup de militantEs du mouvement social ne veulent pas encore partir en vacances. En effet, alors que l'agenda des mobilisations est très incertain, pour ne pas dire très limité, beaucoup d'acteurEs des mobilisations sont venues, le jeudi 31 mai, discuter avec le NPA Rennes et Philippe Poutou de la construction des luttes dans leurs secteurs et des stratégies communes mises en place à Rennes pour opérer des jonctions. Après qu'un camarade eut présenté les luttes rennaises, Philippe a pris la parole pour revenir sur ces derniers mois de luttes, les forces (et les faiblesses) de notre camp social contre un gouvernement qui a décidé de taper vite et fort. Puis la réunion s'est déroulée presque comme une AG des luttes : un camarade de La Poste tout d'abord, qui est revenu sur les 132 jours de grèves sur le département, l'exemplarité (détermination, collectif démocratique de grève, liens opérés avec les autres secteurs) de leur lutte, puis ce sont des cheminotEs, des infirmières, des étudiantEs qui ont pris la parole pour revenir sur leurs luttes mais aussi et surtout faire avancer le débat sur les stratégies communes à mettre en œuvre pour construire le «*ToutEs ensemble*» nécessaire pour battre Macron et le patronat ! Une réunion publique réussie et enthousiasmante, qui a montré que le NPA Rennes pouvait être utile aux discussions entre militantEs, utile aux luttes !

Correspondant

Fête du NPA



SAMEDI 9 JUIN 12H-MINUIT MONTREUIL

DÉBATS-EXPO-PROJECTION-RESTAURATION

MEETING À 20H AVEC OLIVIER BESANCENOT, DES CHEMINOT-E-S, ÉTUDIANT-E-S...

CONCERT À 21H KALUNE ET FANCH

À LA PAROLE ERRANTE, 9 RUE FRANÇOIS-DEBERGUE 93100 MONTREUIL M^e CROIX DE CHAUX (L. 9) - ENTRÉE : 5 EUROS. SOUTIEN : 10 EUROS

WWW.NPA2009.ORG

13H/LES ANNÉES 1968

Le contexte international

Un mouvement mondial, au Vietnam, aux États-Unis, dans les pays de l'Est, l'Italie, l'Amérique du Sud, l'Algérie.

Avec **Tariq Ali, Catherine Samary, Zbigniew Kowalewski, Pierre Rousset, Michèle Villanueva**

La jeunesse

Dans la société du général de Gaulle, la jeunesse se réveille et cherche à sortir de l'oppression qu'elle subit dans la famille, les universités et les usines. Ce mouvement est profond et constitue une force propulsive qui remet tout en cause et est le point de départ de mouvement sociaux massifs dans les années 1970.

Avec **Robi Morder, Fanny Gallot, Josette Trat...**

EXPOS

15 H 30/THÉÂTRE ET DOCUMENTAIRE

Maothologie

Des militantEs d'extrême gauche lancent en France, un peu avant mai 1968, un mouvement d'établissement dans les usines. Une fille porte un regard sur l'expérience d'établi de son père qui raconte trois années passées à la chaîne à l'usine Renault-Billancourt de 1979 à 1982.

De et avec **Fanny Gayard. Production Cie Sans la nommer.**

Mai 68 : tout changer

À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'explosion sociale de mai 1968, le NPA s'est lancé dans une drôle d'aventure :

recueillir des dizaines de témoignages d'actrices et d'acteurs des événements, en décidant de donner la parole à celles et ceux qui, depuis, n'ont rien lâché.

17H/LES «ÉVÉNEMENTS»

La mobilisation

Autour du 22 mars, la mobilisation de la jeunesse bouscule tous les cadres, entraînant la grève générale du 13 mai. Mais elle fait face à des forces sociales et organisées qui ont pour objectif d'arrêter ce mouvement.

Avec **Alain Krivine, Ludivine Bantigny...**

La mise au pas de la classe ouvrière et les résistances

Après 68, les militantEs du mouvement ouvrier tentent de s'implanter dans le monde ouvrier... mais la bourgeoisie, de son côté, lance une grande contre-offensive.

Avec **Fabienne Lauret, Sophie Bérout, Charles Piaget, Robert Pelletier, Stéphane Sirot...**

20H/MEETING

50 ans après Mai 68, on a 50 fois plus de raison de se révolter.

La mobilisation contre Macron montre qu'un grand mouvement est possible, alliant la jeunesse, la classe ouvrière, les classes populaires, pour un autre monde.

Avec **Alain Krivine, Olivier Besancenot et des militantEs des luttes d'aujourd'hui.**

21H/CONCERT

Kalune / Fanch

ENTRÉE : 5 EUROS
SOUTIEN : 10 EUROS

Places en vente auprès des militantEs, à la librairie La Brèche (27, rue Taine 75012 Paris) et sur internet : <https://npa2009.org/inscription6818>

RESTAURATION SUR PLACE



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968

Samedi 9 juin Paris

De 12 h à minuit, avec Alain Krivine et Olivier Besancenot, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux

Mardi 12 juin Lyon

À 19 h, avec Alain Krivine, au Centre culturel de la vie associative de Villeurbanne (234 cours E.-Zola, métro Flachat)

Judi 14 juin Angoulême

À 20 h, avec Yvan Lemaitre, MJC Rives-de-Charente, 5, quai du Halage

Samedi 16 juin Guingamp

Avec Alain Krivine. À 15 h, le Dibar, Plougonver

Mercredi 20 juin Bourg-en-Bresse

À 20 h, avec Alain Krivine, salle Olympe-de-Gouges

Samedi 30 juin Auch

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

Samedi 7 juillet Gérardmer

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NPA Jeunes

Un week-end sur Mai 68 : tirer les leçons pour mieux recommencer

50 ans après la plus grande grève générale de l'histoire occidentale, l'occasion était trop belle pour ne pas en apprendre plus au sujet des bases sur lesquelles a fleuri le joli mois de mai.

Pour mieux comprendre les événements de mai-juin 1968, une centaine de sympathisantEs et militantEs jeunes du NPA se sont réunis à Paris le week-end des 2 et 3 juin pour réfléchir à la grande période de lutte des classes que représentèrent les «années 68», en France comme à l'international.

S'armer stratégiquement

Afin de ne pas déconnecter ce week-end du contexte de lutte importante qui a traversé plusieurs

MOINS DE 21 ANS
voici votre bulletin de VOTE



secteurs durant les derniers mois, un meeting, rassemblant cheminotEs, postierEs, hospitalierEs, étudiantEs, ainsi que Pierre Granet, militant NPA, membre fondateur de la LCR, lycéen en 1968, a inauguré l'événement.

Plusieurs thèmes ont été abordés durant le week-end, afin de redonner la dimension de lutte des classes internationale très souvent omise, volontairement, par tous ceux qui, à l'occasion des 50 ans de Mai 68, commémorent ce qui n'aurait été qu'un élan, dans la jeunesse, de libération des mœurs. Des incursions ont par exemple été faites au cœur de ce qu'était la guerre d'Algérie et de la politisation de toute une génération, découlant de la lutte contre l'impérialisme français, ou encore dans l'émergence de mouvement féministe en dehors des cadres des syndicats et/ou partis traditionnels. La

radicalité accumulée de la fin des années 1960 a débouché sur des expériences intéressantes, comme la tentative d'autogestion de l'usine Lip dans les années 1970, tandis que le mai rampant italien devenait le terreau fertile dans lequel a pu se développer l'autonomisme. Au-delà de l'apport théorique et stratégique énorme de 1968, les formations ont permis un début de discussion concernant les interventions de la jeunesse du NPA dans les secteurs de l'éducation, en lien avec les cheminotEs, les postierEs, les hospitalierEs, etc. Tirer des leçons des luttes passées et présentes reste une nécessité pour les révolutionnaires, afin de s'armer stratégiquement dans la lutte contre la classe dominante. Ce week-end était une des étapes pour s'assurer de mener un Mai 68, cette fois-ci, jusqu'au bout.

Barbara Reiner

Essai

Antisionisme = Antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron, de Dominique Vidal

Édition Libertalia, 128 pages, 8 euros.

Comme son sous-titre l'indique, ce petit ouvrage est une réponse à Emmanuel Macron qui, non content d'inviter Benjamin Netanyahu, chef du gouvernement de l'État d'Israël, à la commémoration du Vél d'Hiv' en juillet dernier avait, dans son discours, tiré un trait d'égalité entre antisionisme et antisémitisme.

Sionisme, antisionisme

Écrit avec talent, concision et beaucoup de pédagogie, ce livre revient sur l'histoire du judaïsme puis du sionisme, en insistant sur les contradictions historiques et religieuses au sein même de cette idéologie colonialiste et expansionniste. De Maxime Rodinson, orientaliste marxiste, à Michel Warchawski, militant israélien de la cause antisioniste, aux historiens et sociologues post sionistes comme Ilan Halevi ou Shlomo Sand, Dominique Vidal déconstruit les velléités de beaucoup, dont le CRIF, d'englober dans un même concept accusateur l'antisionisme et l'antisémitisme.



En puisant dans l'histoire de la judéophobie puis de l'antisémitisme, des croisades aux pogroms dans la Russie des tsars en passant par l'expulsions des juifs d'Espagne et du Portugal jusqu'à la tragique « solution » génocidaire de la Shoah, Dominique Vidal

démontre que la haine du juif s'est développée d'abord et avant tout en Europe, y compris dans le cadre d'un antisémitisme d'État. De la même manière, il démontre, chiffres et exemples à l'appui, que seule une infime minorité de la diaspora juive a adhéré au projet sioniste. Nombre de courants religieux ou politiques (communistes, bundistes) d'origine juive s'opposèrent très tôt à l'idéologie sioniste et à son premier congrès mondial...

Le droit inaliénable de critiquer Israël

Dominique Vidal revient sur la situation faite aux Palestiniens, et aux conséquences de ce « conflit » asymétrique dans le monde, en particulier en France où les tenants du sionisme et du grand Israël ne cessent de stigmatiser les antisionistes et les défenseurs de la cause palestinienne au motif que toute critique et action contre la politique de colonisation guerrière d'Israël serait une attaque contre le peuple juif

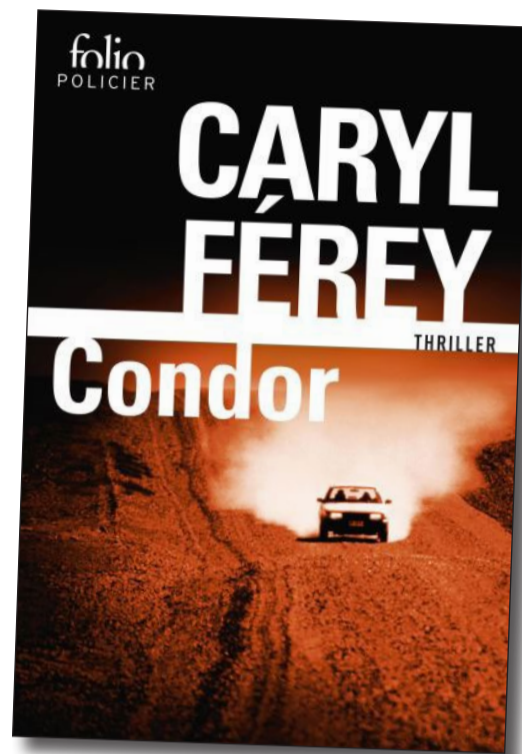
Ce qui n'empêche pas Vidal de s'interroger, et d'interroger ses lecteurEs, sur une renaissance de l'antisémitisme, voire selon certains médias d'un « antisémitisme musulman » porté par les crimes horribles des djihadistes au cours des dernières années. Crimes qui alimentent à la fois le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie. À la fois instructif et dynamique, l'ouvrage nous conduit aussi à réfléchir au sujet de l'État d'Israël et de sa politique inflexible de colonisation, d'agression à l'égard du peuple palestinien, vers un projet d'annexion de l'ensemble de la Palestine, remettant en cause l'idée des deux États sur ce territoire. Cette annexion, souhaitée par l'extrême droite israélienne (avec la quasi-bénédiction de Trump), en revient en effet à poser sur la scène internationale le perspective d'un seul État...

Mais celui-ci sera-t-il, comme le souhaitait le Matzpen (organisation socialiste et révolutionnaire israélienne) dans les années 1960, démocratique, laïque et socialiste, ou sera-t-il une nouvelle monstruosité inégalitaire baignant dans l'apartheid raciste et confessionnel ? Paru à point nommé, ce livre d'à peine 120 pages pour 8 euros s'essaie avec justesse à bien nommer l'objet de son étude, pour poursuivre la réflexion et l'action. **Thomas Delmonte**

Roman

Condor, de Caryl Férey

Folio policier, 512 pages, 8,30 euros.



Plus de 40 ans après le coup d'État sanglant de Pinochet, Gabriela, une jeune indienne mapuche de 25 ans, qui a quitté l'Argentine pour le Chili à l'âge de 4 ans, participe aux manifestations étudiantes à Santiago contre la libéralisation à outrance de la société chilienne et pour « une éducation gratuite et de qualité »... Et ce roman démarre au rythme effréné que nous avons déjà lu et apprécié sous la plume de Caryl Férey dans son précédent ouvrage, *Mapuche*, qui se déroulait en Argentine.

La Población, le MIR et les tortionnaires

Des adolescents sont retrouvés morts, peut-être d'overdose, dans une des nombreuses décharges à ciel ouvert de la Población La Victoria. Stephano, ancien du MIR et de la garde personnelle de Salvador Allende ; Patricio, le curé des pauvres ; Estéban, l'avocat des « causes perdues », fils d'une riche famille ; des tortionnaires, des escrocs qui s'en mettent plein les poches par le crime, le trafic de drogue et l'extractivisme sans limite, peu soucieux des humains comme de la nature : le décor est planté. Le tout sous l'œil de la petite caméra de Gabriela. Victor Jara, le poète guitariste, s'invite dans l'histoire, de même que les crimes commis par la dictature, qui hantent les souvenirs tant de l'avocat des causes perdues que ceux de Stephano, torturé après sa capture et dont le genou a volé en éclats dans la sinistre « Villa Grimaldi ». Une course-poursuite jonchée de cadavres d'innocents, puis de ceux d'authentiques assassins et tortionnaires dans un paysage sans floriture, un Chili sorti de la dictature, mais les suppôts du dictateur sont encore dans les rouages économiques et politiques d'un pays baignant dans le capitalisme sauvage, sous un ciel plombé et sans soleil. Santiago, Valparaiso, le « salar » d'Atacama, l'histoire de 1973 qui ressuscite dans la chair des protagonistes de ce roman... et un peu aussi dans nos mémoires. Des parts d'ombre de chacune et chacun à la lumière aveuglante et mortelle du « salar », du chamanisme de Gabriela aux chiens errants dans les décharges pestilentielles d'ordures et de corruption ce roman nous plonge dans une part du Chili d'aujourd'hui et d'hier... En format poche, il s'emmène partout et se lâche difficilement. **TD**

Exposition

Ce n'est pas politiquement correct de dire que c'était mieux avant ! Mais quand on visite l'exposition des photographies de Willy Ronis présentée par la mairie du 20^e au Pavillon Carré de Baudouin, celles et ceux d'entre nous qui n'ont plus vingt ans depuis longtemps, et surtout s'ils et elles ont été élevés à Paris, plongent dans une mer de nostalgie.

Un Paris qui n'existe plus

Le monde a moins changé entre les débuts de Ronis, en 1926, à ses photos de 1975, que depuis cette date. Les photos de Paris, prises souvent dans les rues autour de l'exposition, celles des ouvriers, des usines ; SNECMA, Rhodiaceta, Renault... des manifestations populaires de 1936 et de la libération, les cafés, les fêtes, les cuisines, les enfants, montrent un monde dur, pauvre, ce n'est pas le Paris gentrifié. Idem pour les photos des provinces ou de l'étranger. On sent toute la difficulté de la vie, la

Willy Ronis par Willy Ronis

Pavillon Carré de Baudouin, 121, rue de Ménilmontant (Paris 20^e), jusqu'au 29 septembre.

joie de vivre, et on contemple une classe ouvrière qui n'existe plus. Les 200 clichés exposés proviennent essentiellement de six albums constitués par Ronis à partir de 1985, son testament photographique dans lequel éclate tout

son humanisme, son empathie et son engagement social. Ne pas manquer dans l'escalier une série d'autopourtraits, les ancêtres du selfie, absolument fabuleux, parfois en abîme avec un humour fou.

Ce petit miracle est... gratuit, du mardi au samedi de 11h à 18h. Visite guidée sans réservation le samedi à 11h. Courez-y. Comme c'est gratuit et que c'est loin du centre de Paris, pas de file d'attente et pas de foule ! **Catherine Segala**

Cinéma

Retour à Bollène

Film franco-marocain de Saïd Hamich.

Il est des films trop longs. Le premier film réalisé par Saïd Hamich est court (1 h 07) et d'une grande densité. Nassim revient à Bollène (Vaucluse), sa ville natale, avec sa compagne américaine à l'occasion des fiançailles de sa sœur. Il a quitté Bollène il y a des années ; il vit désormais et travaille à Abu Dhabi. Nassim a « réussi » alors que sa famille, d'origine marocaine, et ceux dont il a été proche, survivent dans une cité, sans guère d'espoir. Le père n'apparaîtra qu'à la fin ; d'ailleurs, Nassim ne veut pas le voir. La mère est le pilier de la famille.

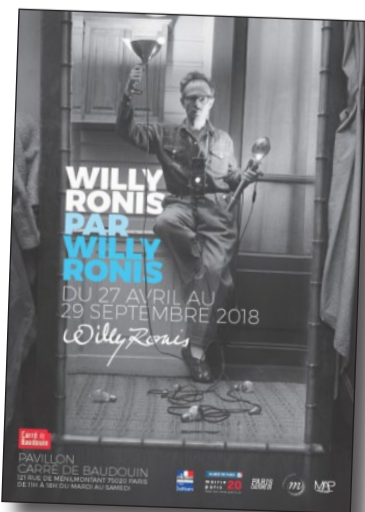
Étranger à sa ville

Nassim se retrouve face à un monde qui n'est plus le sien. La cité se dégingle, délaissée par

la municipalité qui a supprimé les cours d'apprentissage du français. La ville est en effet désormais gérée par la Ligue du Sud, et son ancien professeur d'histoire, auquel il était très attaché, s'y est rallié, passant du PC à une extrême droite « pire que le Front national ». En présence de la mère, les jeunes respectent les traditions et ne boivent pas d'alcool. Mais les leçons de morale de Nassim (il faut travailler à l'école, ne pas faire de « conneries ») tombent à plat. Nassim est devenu étranger à sa ville, comme à sa famille qu'il aime pourtant profondément. Ce voyage qu'il a voulu faire avec sa compagne mine sa relation avec elle. Il est celui qui est parti ; tout le monde le lui dit : son frère comme son ancien prof.



Malgré sa brièveté, le film aborde un grand nombre de questions : l'ascension sociale et l'éloignement géographique qui coupent Nassim des siens, la situation des jeunes des cités, le poids de la tradition, la montée de l'extrême droite... **Henri Wilno**



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Le combat contre l'impunité des multinationales va se poursuivre »

Entretien. À l'occasion du 20^e anniversaire de la fondation de l'association Attac, nous nous sommes entretenus avec **Annick Coupé, secrétaire générale d'Attac France.**

Il y a 20 ans Attac s'est créée autour de la revendication de la taxe Tobin, quelles ont été les grandes évolutions de l'association ?

L'association Attac s'est créée en 1998, à la suite d'un éditorial d'Ignacio Ramonet dans *le Monde diplomatique* qui appelait à « désarmer les marchés financiers » et à mettre en œuvre la taxe Tobin. Au-delà de la taxe Tobin, l'idée fondatrice est celle de taxer les transactions financières qui circulent à la vitesse de l'éclair sur l'ensemble de la planète et alimentent la spéculation financière pour le plus grand profit d'une minorité. C'était le début d'une prise de conscience au sujet du poids de la finance sur le fonctionnement des sociétés, trois ans après le grand mouvement social de l'hiver 95 qui avait été qualifié de « première grève contre la mondialisation ». Et c'est aussi la période de l'apparition de ce qu'on appellera le mouvement altermondialiste, avec en novembre 1999 la « bataille de Seattle » lors du sommet de l'OMC. Attac signifiait à l'origine « Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens ». Cette taxe Tobin devait financer l'aide aux populations qui subissent le plus les conséquences de la mondialisation libérale. Mais, très vite, l'idée de l'aide aux citoyens va devenir « pour l'action citoyenne », ancrant Attac dans le mouvement social, transformant une association d'expertise citoyenne en une association qui lie expertise et actions concrètes : sortir les questions économiques des débats d'experts et les porter dans une démarche d'éducation populaire pour favoriser la mobilisation sur ces enjeux.

Attac va s'impliquer dans le processus des Forums sociaux au niveau international, considérant qu'il est indispensable de construire des espaces internationaux de rencontres entre les mouvements sociaux dans leur diversité de pays, de culture, d'objectifs... La question climatique et les enjeux écologiques vont s'imposer rapidement dans le mouvement altermondialiste et dans Attac. Lors de la COP 21 en 2015, Attac va être une des chevilles ouvrières de la large coalition nationale et internationale qui se met en place pour construire diverses mobilisations à cette occasion en décembre 2015. La question de l'évasion fiscale va également devenir un sujet important pour Attac, notamment avec les scandales depuis 2015 (Luxleaks, affaire Cahuzac...). Attac va faire le lien entre ce manque à gagner pour les finances publiques et l'absence de financement pour les besoins sociaux et pour la nécessaire transition écologique. Des actions concrètes et symboliques vont s'engager : campagne des faucheurs de chaises, action contre Apple... Par ces actions, Attac met en lumière ce que les banques et les multinationales



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILD

s'évertuent à dissimuler sous des montages financiers leur permettant de dissimuler leurs pratiques d'évasion fiscale... mais aussi la responsabilité des États qui favorisent ces pratiques. Ces actions vont d'ailleurs conduire Attac devant les tribunaux en 2018 : à Carpentras (le 7 juin) avec un procès intenté par la BNP à Nicole Briend, responsable du comité local, et à Paris avec un procès intenté par Apple à l'association en février dernier. Apple sera débouté et condamné à payer 2000 euros à Attac, le tribunal reconnaissant « d'intérêt général » l'action menée par l'association...

Quelle place aujourd'hui à Attac dans le mouvement social ?

Attac s'est constituée dès le début sur une organisation originale reposant sur « deux piliers » : des adhérents et des « membres fondateurs ». Le CA de l'association reflète cette situation : au côté des personnes élues par les adhérents, on retrouve le collège des fondateurs, avec des syndicats de la FSU et de la CGT, Solidaires, le Syndicat de la magistrature, la Confédération paysanne, des associations comme le MNCP, le DAL, Artisans du monde... pour en citer quelques-uns. Cette volonté d'être un carrefour entre organisations a été constitutive de la fondation d'Attac. C'est un garant de la diversité des « sensibilités » politiques et sociales qui se retrouvent sur les combats fondamentaux portés par Attac. Ces organisations peuvent être le relais des campagnes et initiatives

proposées par Attac dans leurs réseaux respectifs, tout comme les comités locaux d'Attac peuvent en être le relais dans les territoires. Attac n'est donc en concurrence avec aucune organisation.

Le travail effectué depuis vingt ans, les pratiques d'éducation populaire, le soutien aux combats sociaux (les retraites en 2010, les lois travail 1 et 2 plus récemment...), l'implication dans les combats pour la transition écologique, la volonté d'articuler pensée et action, résistances et alternatives... tout cela donne une grande légitimité à Attac dans le mouvement social et une reconnaissance importante de la part de nombreux partenaires qui l'ont d'ailleurs témoigné par leur présence lors de la fête des 20 ans le 2 juin à la Bellevilloise... Attac ne fait d'ombre à personne !

Tout cela explique pourquoi Attac, avec la Fondation Copernic, a pu jouer un rôle décisif pour construire les manifestations de la « Marée populaire » du 26 mai dernier. En prenant l'initiative d'inviter associations, syndicats et partis, Attac avait l'idée de proposer un cadre inédit permettant de franchir une étape dans les mobilisations de ces dernières semaines, de construire un cadre rassembleur dans lequel personne ne pouvait prétendre à l'hégémonie sur le mouvement social... Un cadre unitaire inédit à la hauteur des enjeux auxquels nous faisons face : une transformation profonde de la société française selon les canons du néolibéralisme.

Quelles sont les perspectives de l'association ?

Il s'agit de poursuivre l'activité sur les enjeux portés depuis vingt ans : remettre la finance à sa place, contribuer à ce que les choix de société découlent de véritables débats citoyens et ne soient plus soumis aux décisions d'une minorité de possédants, des banques et des multinationales et des gouvernements à leur solde. En septembre prochain, ce sera « l'anniversaire » de la chute de Lehman Brothers

et de la crise financière : Attac et ses partenaires européens vont se mobiliser à cette occasion.

Le combat contre l'impunité des multinationales va se poursuivre. Elles n'ont jamais été aussi puissantes, ni leur lobbies aussi influents. Au nom de la « libre concurrence et de la liberté des investissements », elles sont à l'origine des traités de libre-échange comme le TAFTA, qui visent à abolir toutes les protections sociales et environnementales pour leur plus grand bénéfice et celui de leurs actionnaires.

Il s'agit aussi de continuer à faire le lien entre ces combats pour la justice fiscale et les contre-réformes déjà à l'œuvre comme celles de venir, que ce soit sur l'assurance chômage, les retraites ou la loi ELAN qui remet en cause les principes du logement social...

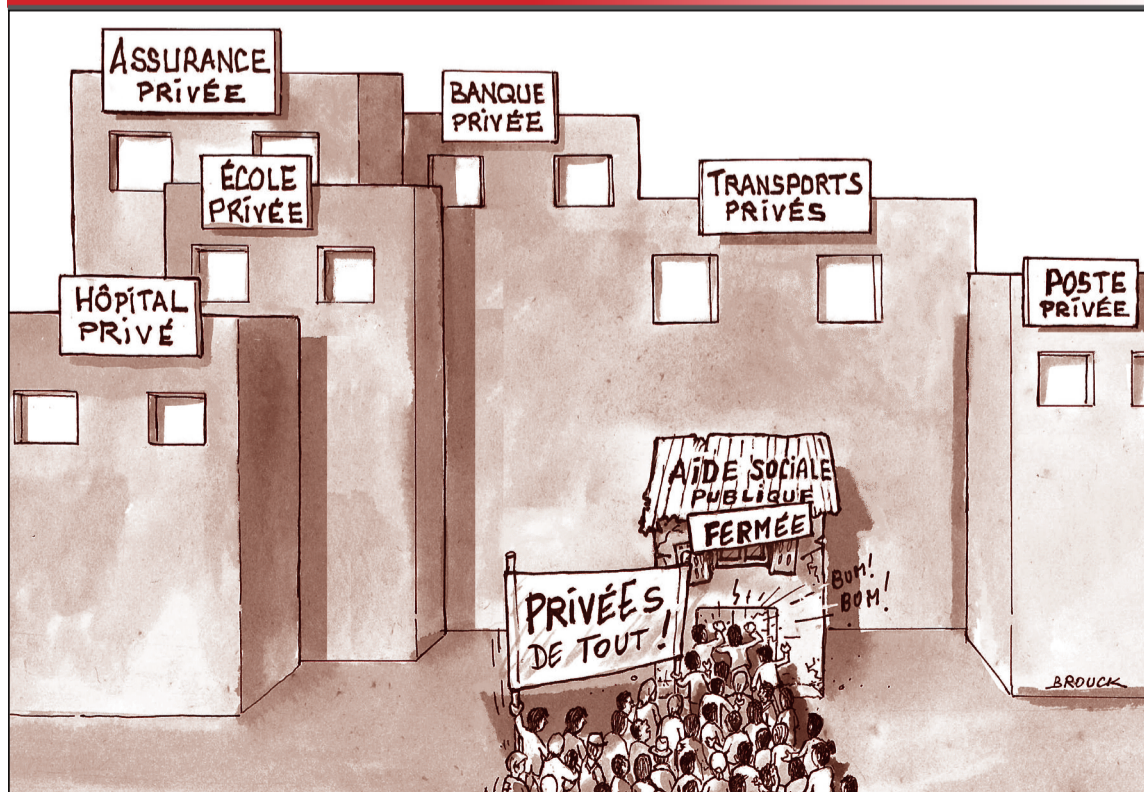
Attac est impliquée dans la lutte contre les grands projets inutiles et imposés, de Notre-Dame-des-Landes à Bure et continuera de l'être. Il s'agit aussi de favoriser le lien pas toujours évident entre enjeux sociaux et enjeux de la transition écologique, de ne plus les penser séparément...

Au niveau international, le combat altermondialiste, même si le processus des FSM connaît des difficultés, reste indispensable pour penser le monde et les alternatives d'un point de vue global et en solidarité avec les peuples du monde entier, à un moment où les tentatives de repli nationalistes et xénophobes sont à l'œuvre dans de nombreux pays, notamment en Europe...

Pour réussir à porter ces combats, la question de l'ouverture d'Attac à de nouvelles générations est fondamentale. Il nous faut être capables de donner une place à ceux et celles qui nous rejoignent à l'occasion des actions de désobéissance, comme aux personnes qui sont intéressées par l'expertise citoyenne et par la démarche d'éducation populaire, par le décloisonnement entre les « sachants » et les « faisant » !

Propos recueillis par Joséphine Simphon

L'image de la semaine



Vu ailleurs



LA BOURGEOISIE AU CŒUR DE L'ÉTAT. Le parquet national financier a indiqué lundi 4 juin ouvrir une

enquête sur les « conditions et circonstances dans lesquelles Monsieur Alexis Kohler a exercé des fonctions publiques à l'Agence des participations de l'État et au cabinet du ministre de l'Économie et des Finances à l'occasion desquelles il aurait pu traiter des dossiers intéressant la Mediterranean Shipping Company (MSC), avant d'obtenir un emploi comme directeur financier au sein de cette dernière. L'enquête, précise le communiqué du PNF, est confiée à la brigade de la répression de la délinquance économique de la préfecture de Paris. Cette enquête fait suite à la plainte déposée par Anticor contre Alexis Kohler pour prise illégale d'intérêts et trafic d'influence, comme l'a annoncé le Monde. Dans sa plainte, l'association de lutte contre la corruption, reprenant de nombreux faits révélés par nos enquêtes, rappelle que l'actuel secrétaire général de l'Élysée a des liens familiaux étroits avec la famille Aponte, fondatrice et principale actionnaire de l'armateur italo-suisse Mediterranean Shipping Company (MSC). [...] Par deux fois, Alexis Kohler a demandé à aller travailler auprès du groupe de transports maritimes. Alors que, dans le même temps, MSC est le principal client des chantiers navals de Saint-Nazaire (alors STX France) dont l'État français détient 33 % du capital. [...] Par la suite, le dossier des chantiers navals de Saint-Nazaire a mobilisé constamment les services de l'État et les ministères, au moment où Alexis Kohler était directeur adjoint de cabinet de Pierre Moscovici, puis directeur de cabinet d'Emmanuel Macron. [...] Après s'être vu refuser de rejoindre le groupe de transport maritime et de croisières en 2014 par la commission de déontologie, Alexis Kohler deviendra directeur financier de MSC après son départ de Bercy, au lendemain de la démission d'Emmanuel Macron fin août 2016. Cela ne l'empêchera pas de se rendre à Bercy, à la surprise de ses anciens collègues, quelques mois plus tard pour défendre une solution de reprise des chantiers navals de Saint-Nazaire [...] « Il n'a pas hésité à intervenir sur le dossier de reprise des chantiers de l'Atlantique/STX en tant que représentant de MSC quelques mois après avoir été en charge du même dossier en tant que directeur adjoint de cabinet puis directeur de cabinet auprès du ministre de l'Économie et des Finances », souligne la plainte.

Martine Orange, « Affaire Kohler : le parquet national financier ouvre une enquête », *Mediapart*, 4 juin 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org